

# LA GUERRE EN UKRAINE

## UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE POUR LA TURQUIE ?

Dr Sümbül Kaya (dir.)



## LA GUERRE EN UKRAINE UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE POUR LA TURQUIE ?

**Dr Sümbül Kaya (dir.)**

*Chercheuse Turquie à l'IRSEM*

**Pour citer cette étude**

Sümbül Kaya (dir.), *La guerre en Ukraine : un nouveau contexte stratégique pour la Turquie ?*, Étude n° 112, IRSEM, décembre 2023.

**Dépôt légal**

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-167797-5

## DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

111. *Le droit des conflits armés internationaux dans l'espace extra-atmosphérique – Les défis posés par les satellites artificiels*  
Jennifer LACHANCE
110. *L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique – De la Terre à la Lune, et au-delà*  
Béatrice HAINAUT
109. *Les logiques du chaos – Révolution, guerre et transition politique au Soudan*  
Clément DESHAYES
108. *L'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique au service de la modernisation autoritaire du régime de Vladimir Poutine*  
Victor VIOLIER
107. *Armer l'allié sans prendre le risque d'armer l'adversaire : prévenir le détournement d'armes*  
Chiara ROSELLINI
106. *La sécurité des Philippines – Coopérations de défense et alliances*  
Marjorie VANBAELINGHEM
105. *Les armes nucléaires tactiques réhabilitées ?*  
Tiphaine de CHAMPCHESNEL
104. *Lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée – L'architecture de Yaoundé : dix ans après, au milieu du gué*  
Antonin TISSERON
103. *Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Les enjeux et enseignements de la zone indopacifique*  
Édouard JOLLY (dir.)
102. *Prévention et lutte contre les trafics d'armes classiques – Le détournement d'armes : acteurs, contrôle, objets*  
Édouard JOLLY (dir.)

## ÉQUIPE

### Directeur par intérim

ICA Benoît RADEMACHER

### Directrice scientifique

Julia GRIGNON

### Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

### Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



*AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.*

© 2023 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

## PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique, Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.
- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.
- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

## SOMMAIRE

ACRONYMES .....	10
INTRODUCTION .....	11
Sümbül Kaya	
I. LE PRAGMATISME, PRINCIPALE CARACTÉRISTIQUE DES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET ANKARA .....	19
Emmanuel Dreyfus	
Des relations antagoniques au cours de la première décennie post-soviétique ....	21
La mise en œuvre d'une relation pragmatique et d'interdépendance au cours des années 2000.....	25
La cogestion politique et militaire de plusieurs crises de sécurité par Moscou et Ankara.....	30
II. LA TURQUIE DANS LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE, RISQUES ET OPPORTUNITÉS.....	37
Bayram Balci	
Relations de la Turquie avec la Russie.....	38
Relations avec l'Ukraine.....	41
Médiation, équilibre et équilibrisme dans la politique turque vis-à-vis de la guerre en Ukraine .....	43
Conclusion .....	47
III. RÉACTIONS EN TURQUIE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE : UN CONFLIT NON CLIVANT .....	49
Jean-François Pérouse	
Prévalence de l'inquiétude économique et énergétique.....	50
Un conflit non (encore) clivant dans le champ politique turc ? .....	54
Conclusion .....	58
IV. GUERRE EN UKRAINE : LE DIFFICILE EXERCICE D'ÉQUILIBRE DE LA TURQUIE .....	59
Marie Jégo	
Entre Erdoğan et Poutine, une relation complexe.....	61
Petits arrangements turco-russes.....	63
Retrouvailles avec le camp atlantiste .....	65
La fourniture de drones irrite Moscou.....	68
Coopération hostile.....	70
Relations mises à l'épreuve .....	73

V. LA TURQUIE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE, ENTRE  
PRÉOCCUPATIONS ÉNERGÉTIQUES, INTERVENTIONS MILITAIRES  
ET AMBITIONS STRATÉGIQUES ..... 75

Jean Marcou

La nécessité d'intervenir dans le contrôle d'espaces maritimes complexes..... 78

La nécessité de peser dans les conflits multiples environnants ..... 81

La Méditerranée orientale au cœur des tentatives  
de redéfinition des équilibres de la politique étrangère turque..... 84

En guise de conclusion..... 87

LES AUTEURS..... 89

BIBLIOGRAPHIE..... 91



Manifestations à Istanbul contre la guerre en Ukraine,  
16 juillet 2022 (photo Sümül Kaya).

## ACRONYMES

AKP : Parti de la justice et du développement – Adalet ve Kalkınma Partisi

CHP : Parti républicain du peuple – Cumhuriyet Halk Partisi

MHP : Parti d'action nationaliste – Milliyetçi Hareket Partisi

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan – Partiya Karkerên Kurdistan

PYD : Parti de l'Union démocratique – Partiya Yekîtiya Demokrat

RTCN : République turque de Chypre du Nord – Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti

YPG : Unité de protection du peuple – Yekîneyên Parastina Gel

YPJ : Unité de protection de la femme – Yekîneyên Parastina Jin

## INTRODUCTION

### LE GOUVERNEMENT PAR LES CRISES INTERNATIONALES DE LA TURQUIE

#### Sümbül Kaya

La guerre en Ukraine a opéré un grand changement dans l'environnement géopolitique de la Turquie : elle lui a permis de sortir de son isolement et lui a donné l'opportunité de réaffirmer sa position non seulement sur la scène internationale mais aussi au niveau régional. Son rôle de médiateur dans la crise ukrainienne et sa diplomatie hyperactive ont marqué son retour dans le débat transatlantique. Cependant, ce renouveau n'a pas suffi à atténuer toutes les tensions qu'elle avait suscitées au sein de l'OTAN<sup>1</sup>. C'est précisément l'objet de cette étude de questionner le positionnement de la Turquie durant cette crise internationale et d'étudier la recomposition de sa politique étrangère. Concernant sa politique intérieure, Gilles Dorransoro avance que l'État-AKP a fait des crises – le coup d'État de juillet 2016, les attentats de Daech, la guérilla kurde – un répertoire d'actions et que « l'exploitation des crises est devenue une ressource essentielle pour faire avancer l'agenda du pouvoir et marginaliser l'opposition<sup>2</sup> ». Si le pouvoir en place possède une stratégie de gouvernement par les crises, comment s'inscrit-il dans le contexte de la guerre en Ukraine ? Les contributions réunies ici ont pour but d'éclairer la façon dont la crise internationale provoquée par ce conflit est aussi exploitée au profit de ses propres intérêts par le pouvoir en place. L'étude montre comment la Turquie tire parti de la guerre et procède à une recomposition de sa politique étrangère.

---

1. Ankara a provoqué différentes crises au sein de l'OTAN, notamment par son achat de missiles de défense aérienne russes S-400 ou par son veto à l'entrée de la Finlande et de la Suède en 2023.

2. Gilles Dorransoro, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », *Mouvements*, 90 (2), 2017, p. 11-18.

Cette réflexion a été entamée lors d'un premier colloque à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) à Toulon, le 17 mars 2022, dans le cadre d'un partenariat entre la FMES et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Une partie des contributions ont donc été écrites avant les élections présidentielles et législatives de mai/juin 2023, ce qui explique l'incertitude quant aux résultats. Cependant, la victoire d'Erdoğan au second tour de l'élection présidentielle de mai 2023, avec 52,16 % des voix, a confirmé qu'il n'y aurait pas de rupture en politique étrangère. Au contraire, le nouveau mandat du président turc va lui permettre d'entrer dans une nouvelle ère où l'autonomie du pays sera considérée comme prioritaire, tout en créant une certaine continuité dans la conduite de la politique étrangère. Toutefois, cette autonomie, opérée indépendamment des équilibres de pouvoir internationaux et des institutions auxquelles la Turquie appartient, est source de problèmes. Même si la guerre en Ukraine a offert à Ankara l'opportunité de se repositionner comme un acteur régional<sup>3</sup> et international, la Turquie reste animée par la défense de ses propres intérêts économiques et nationaux, tels qu'ils sont définis par le pouvoir en place. Ce dernier exploite les retombées positives de la crise internationale et joue parfois un double jeu en fonction de ses intérêts situationnels.

Depuis l'invasion du territoire de l'Ukraine par la Russie en février 2022, la Turquie apparaît comme le seul pays pouvant parler aux deux parties au conflit. Elle a condamné l'invasion russe et affirmé que l'Ukraine avait le droit de disposer de son intégrité territoriale complète. Elle a joué un rôle concret et non négligeable en soutien à l'Ukraine, d'abord en augmentant ses ventes de drones Bayraktar TB2, puis en appliquant la Convention de Montreux, qui interdit à tous les bâtiments de guerre de circuler

3. La politique d'équilibre menée par Erdoğan face à la guerre en Ukraine, les aides humanitaires dont a pu bénéficier la Turquie pendant le séisme ont certainement favorisé la normalisation de ses relations avec les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, Israël, l'Égypte et l'Arménie.

dans le passage du Bosphore et le détroit des Dardanelles<sup>4</sup>. En mars 2022, la diplomatie turque s'est démarquée en accueillant des négociations pour un cessez-le-feu (qui n'a pas abouti) entre les deux belligérants. Malgré la poursuite de ses relations avec la Russie, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a annoncé au sommet de l'OTAN à Vilnius, en juillet 2023, qu'il était favorable à l'intégration de l'Ukraine dans l'organisation. Néanmoins, c'est surtout à travers les négociations sur l'accord céréalière en mer Noire dans lesquelles Ankara a joué un rôle majeur que la Turquie a renforcé son image d'acteur international. Cet accord, primordial pour de nombreux pays en Méditerranée et dans le reste du monde, autorise l'exportation des céréales ukrainiennes durant la guerre. Prolongé à plusieurs reprises (novembre 2022, mars et avril 2023), il a permis d'acheminer 33 millions de tonnes de céréales vers les marchés étrangers depuis l'Ukraine *via* la mer Noire<sup>5</sup>. En juillet 2023, la Russie a suspendu l'accord qu'elle utilise comme moyen de pression contre les sanctions occidentales, notamment sur les produits agricoles. La suspension redonne à Ankara une position d'acteur essentiel dans les négociations avec la Russie mais ses efforts diplomatiques sont sans succès à ce jour (novembre 2023). S'il est vrai que la Turquie n'est pas le seul pays à tenter des médiations entre la Russie et l'Ukraine, sa stratégie de « diplomatie ciblée » remporte un certain succès, comme l'explique le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Ivanovytch Kouleba :

« Le plus grand succès que nous avons obtenu jusqu'à présent vient en fait de la Turquie. Je pense que c'est réel, les efforts de la Turquie en termes de résolution pacifique de la question fournissent suffisamment d'informations sur cette question. Nous pensons que la Turquie a été efficace parce qu'elle s'est concentrée sur des questions très spécifiques plutôt que d'essayer de

4. L'intégralité de la Convention de Montreux est disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères de la Turquie : [https://www.mfa.gov.tr/data/Kutuphane/Kurucu\\_Anlasmalar/montro-anlasmasi.pdf63](https://www.mfa.gov.tr/data/Kutuphane/Kurucu_Anlasmalar/montro-anlasmasi.pdf63).

5. Site web officiel du Conseil de l'UE et du Conseil européen : <https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/ukrainian-grain-exports-explained/>.

tout résoudre d'un coup. Cela est impossible en raison de l'ampleur et de la profondeur du conflit. La Turquie se concentre sur des problèmes très spécifiques et elle les résout. Nous attachons également une grande importance à l'efficacité de la diplomatie turque dans ce domaine<sup>6</sup>. »

Toutes les contributions de cette étude montrent que cette crise internationale est clairement une ressource géo(politique) pour la Turquie, marquant la fin de près d'une décennie d'isolement. Deux tendances majeures de sa politique étrangère se dégagent, qui ne sont certes pas nouvelles, mais qui se voient renforcées par le nouveau contexte stratégique : la Turquie exploite la guerre en Ukraine à la fois pour consolider son autonomie stratégique et comme ressource pour sa politique intérieure.

Premièrement, la crise internationale lui permet de renforcer son autonomie stratégique par la défense de ses intérêts. Bayram Balci dans sa contribution note que la Turquie mène une politique avec un double objectif : la réduction des risques sécuritaires et l'accroissement de ses opportunités dans ce contexte de guerre. Pour faire prédominer ses intérêts sécuritaires, elle a recours à des modalités confrontationnelles soit en usant de la violence, soit en menaçant d'y recourir. Par exemple, lorsque le président Erdoğan oppose son veto à l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN en accusant ces pays de soutenir les PKK/PYD/YPG<sup>7</sup>, que la Turquie considère comme des organisations terroristes, il repositionne le pays comme un élément perturbateur au sein de l'Alliance atlantique. Parallèlement à

6. Extrait du discours diffusé par l'agence de presse pro-gouvernementale turque Anadolu : Dmitri Chirciu, Nuri Aydın, « [Ukrayna Dışişleri Bakanı Dmytro Kuleba: Türkiye çok spesifik konulara odaklanıyor ve bunları çözüyor](#) » [Selon le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kuleba : La Turquie se concentre sur des questions très concrètes et les résout], Anadolu Ajansı, 25 août 2023.

7. Partiya Karkerên Kurdistan (PKK) est le Parti des travailleurs du Kurdistan qui est actif en Turquie. Yekîneyên Parastina Gel (YPG) sont les Unités de protection du peuple qui forment la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) kurde en Syrie.

cette manœuvre diplomatique, il avait également menacé de mener de nouvelles opérations militaires en Syrie<sup>8</sup>. Il se produit un effet de vases communicants entre ces différents conflits, et la question syrienne, considérée comme un problème de sécurité nationale, est au centre de la politique étrangère turque. En Syrie, la Turquie a agi de manière unilatérale au nom de la lutte antiterroriste, en menant cinq opérations militaires à l'extérieur de son territoire depuis 2016. C'est en fait sur le dossier syrien qu'il est possible d'observer le plus de contradictions entre la défense des intérêts turcs et ceux des États-Unis et des pays de l'Union européenne, notamment ceux de la France, mais aussi de la Russie, du régime d'Assad et des organisations kurdes. Comme l'explique Marie Jégo dans sa contribution, Erdoğan est tributaire de Poutine pour lancer des opérations en Syrie. Ainsi, la position d'Ankara dans la guerre en Ukraine peut avoir des effets sur d'autres théâtres d'opérations où la Turquie et la Russie s'opposent en soutenant des camps adverses. Parallèlement à ses aspects sécuritaires, la Turquie veille aussi à la protection de ses intérêts économiques, commerciaux et énergétiques. Dans une perspective historique, Emmanuel Dreyfus met en avant la nature pragmatique des relations entre la Turquie et la Russie, ces dernières ne cessant de se renforcer depuis 2016, tant sur le plan de la coopération politico-militaire que sur celui des échanges commerciaux. En maintenant ses relations avec la Russie, la Turquie donne la priorité à ses intérêts économiques et énergétiques au détriment de ceux des Occidentaux. Elle permet ainsi à la Russie de contourner les sanctions occidentales et elle a accepté que les échanges commerciaux avec la Russie se fassent en roubles. Ce sont également de nombreux transferts financiers qui transitent par la Turquie dont l'économie est dans une situation désastreuse. En accueillant de nombreux Russes, des millionnaires, des milliardaires, des touristes ou bien des « déserteurs » de l'armée russe, « la Turquie fonctionne comme

8. Sümül Kaya, « [Comment la Turquie tire parti de la guerre en Ukraine pour marginaliser les organisations armées kurdes](#) », Brève stratégique 42, IRSEM, 29 juin 2022.

un havre pour les capitaux russes ou ukrainiens en déshérence : les comptes ouverts dans les banques turques, les divers placements et surtout les achats immobiliers en témoignent », comme l'explique Jean-François Pérouse dans sa contribution. Au-delà de la densification des relations commerciales qui ont doublé entre 2021 et 2022<sup>9</sup>, Emmanuel Dreyfus revient sur la relation interdépendante entre les deux pays. La dépendance énergétique turque envers la Russie est aussi une faille dans sa quête d'autonomie. Cependant, dans ce contexte de guerre, elle poursuit ses propres intérêts économiques et énergétiques en tentant de devenir la nouvelle route énergétique. Selon un rapport du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), basé en Finlande, « la Turquie a en effet augmenté ses importations de brut de Russie depuis l'invasion de l'Ukraine. Et les exportations de produits pétroliers de Turquie vers les ports européens et américains ont bondi de 85 % en septembre-octobre à comparer à la période juillet-août<sup>10</sup> ». La Turquie ambitionne aussi de devenir un nouveau hub gazier avec l'établissement d'un centre de distribution de gaz naturel sur son sol<sup>11</sup>. Nous verrons aussi que les enjeux et les conflits énergétiques en Méditerranée orientale ressortent renforcés par la guerre en Ukraine, comme l'expose Jean Marcou dans sa contribution.

Deuxièmement, une autre des caractéristiques de la politique étrangère turque est qu'elle est intrinsèquement liée à la

9. Les échanges commerciaux entre les deux pays ont doublé en un an. Le volume du commerce bilatéral, qui a clôturé l'année 2021 à 34 milliards de dollars, est passé à 68 milliards de dollars en 2022. Voir « [Erdoğan ve Putin Soçi' de görüştü: Tahıl koridorunda sonuç yok, Rusya'nın şartı var](#) » [Erdoğan et Poutine se sont rencontrés à Sotchi : il n'y a pas de résultat sur le corridor céréalière, la Russie a une condition], *Evrensel*, 4 septembre 2023.

10. « [Pétrole russe : la Turquie devient une route détournée vers l'UE](#) », TV5 Monde, 16 novembre 2022.

11. Par ailleurs, la constitution d'un groupe de travail entre Gazprom (Russie) et Botaş (Turquie) serait en cours de création. Voir « [Erdoğan-Putin görüşmesi sonrası Türkiye'nin doğal gaz merkezi olma sürecinde sona yaklaşıldı](#) » [Après la réunion Erdoğan-Poutine, le processus de transformation de la Turquie en centre du gaz naturel arrive à sa fin], Anadolu Ajansı, 6 septembre 2023.

politique intérieure. Ceci est particulièrement vrai pour la guerre en Syrie qui est, nous l'avons évoqué, considérée par la Turquie comme une question de sécurité nationale et de politique intérieure en raison de la présence de plus de 4 millions de Syriens, de l'immigration clandestine et de la lutte armée menée par la Turquie contre les PKK/PYD/YPJ. De plus, en 2018, l'alliance formée par l'AKP avec l'extrême droite, le Parti d'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi, MHP), avait conduit Erdoğan à revenir à une politique de répression du kurdisme pour satisfaire cet électorat<sup>12</sup>. Toutefois, la situation semble entièrement différente en ce qui concerne la guerre en Ukraine dont la Turquie n'est pas partie prenante. C'est ce que montre précisément Jean-François Pérouse dans sa contribution en mettant en évidence l'absence de polarisation et de politisation de la guerre en Ukraine, contrairement à l'hyperpolitisation de la guerre en Syrie. Selon lui, cette absence découlerait d'un consensus nationaliste sur certaines questions liées à la politique intérieure et sécuritaire de la Turquie. Malgré cette non-politisation, la position de médiateur, prise par la Turquie durant la crise, est une ressource pour la politique intérieure, comme l'expose Jean-François Pérouse : elle « lui [a donné] la possibilité à la fois de redorer son blason dans les arènes internationales et de trouver les raisons extérieures aux sérieuses difficultés économiques intérieures (érosion du pouvoir d'achat, endettement croissant) auxquelles les citoyens turcs sont de plus en plus confrontés ». Dans sa contribution, Marie Jégo montre à quel point la politique d'équilibre menée par Erdoğan a aussi été animée par une quête de visibilité à l'international dans un contexte préélectoral où il avait enregistré une baisse de popularité. Ainsi, la politisation des questions d'affaires étrangères s'accomplit à travers d'autres thématiques (le rapprochement avec la Russie, le rapport à l'OTAN, les modalités de l'interventionnisme turc). Par exemple,

12. En 2013, un cessez-le-feu unilatéralement décrété par le PKK avait permis de lancer le processus dit de paix. Cependant, les combats ont repris durant l'été 2015 à la suite de l'attentat anti-kurdisme de Suruç et des avancées des Unités de protection du peuple (Yekineyên Parastina Gel, YPG) en Syrie.

lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2023, Kemal Kılıçdaroğlu, le candidat de l'opposition, a critiqué la moyen-orientalisation de la politique étrangère d'Erdoğan en estimant que son gouvernement avait isolé la Turquie dans la politique internationale, l'avait séparée de l'alliance occidentale et rapprochée de la Russie : « L'implication de la Turquie au Moyen-Orient perturbe le statut traditionnel de neutralité et provoque la "moyen-orientalisation" de la politique étrangère<sup>13</sup>. » À ce jour, la guerre en Ukraine ou la position de la Turquie vis-à-vis du conflit n'ont pas créé de divisions partisanses, cependant le rapprochement turco-russe est critiqué par l'opposition, comme en témoignent les propos de Kemal Kılıçdaroğlu.

13. « [Erdoğan'ın zaferinden dış politika etkeni](#) » [Les effets de la victoire d'Erdoğan sur la politique étrangère], *Yeni Akit*, 30 mai 2023.

## I. LE PRAGMATISME, PRINCIPALE CARACTÉRISTIQUE DES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET ANKARA

Emmanuel Dreyfus

### Résumé

L'essence des relations russo-turques, dans le contexte de la guerre en Ukraine, illustre à de nombreux égards le paradigme développé dans les relations entre Moscou et Ankara depuis 1991, date de la dislocation de l'URSS. Bon nombre de paradoxes caractérisent ces relations, et cela s'illustre à travers la guerre russo-ukrainienne. La Turquie a apporté un soutien militaire conséquent à l'Ukraine, mais a constitué dans le même temps l'un des partenaires économiques et commerciaux les plus importants de la Russie, refusant d'appliquer les sanctions occidentales contre Moscou. Ces paradoxes sont au cœur de la relation turco-russe. La contribution s'articule en trois parties, chacune correspondant à une période précise du développement des relations : les positions antagonistes de chacun dans les années 1990, à la suite de l'effondrement de l'URSS ; une approche mutuelle fondamentalement pragmatique à partir des années 2000 ; la croissante convergence politico-militaire entre la Russie et la Turquie au lendemain de la réconciliation de l'été 2016.

La nature des relations entre Moscou et Ankara, dans le contexte de la guerre provoquée par l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes en février 2022, constitue à de nombreux égards une confirmation du paradigme développé dans les relations entre la Fédération de Russie et la Turquie depuis 1991. Bon nombre des paradoxes ayant accompagné le développement de ces relations se retrouvent aujourd'hui dans la façon

dont les deux pays sont parvenus à maintenir, voire à approfondir leur partenariat sur fond de guerre en Ukraine. Ainsi, comme le montre Marie Jégo, ancienne correspondante du *Monde* à Istanbul, la Turquie a, dès le début du conflit, apporté un soutien militaire crucial à l'Ukraine, notamment en fermant l'accès des détroits aux navires de guerre, russes y compris – ce qui a contribué à empêcher un débarquement russe sur les côtes ukrainiennes de la mer Noire – ou encore en lui livrant des drones Bayraktar qui ont joué un rôle considérable dans la mise en échec des offensives terrestres russes lancées en direction de plusieurs fronts au début de la guerre<sup>1</sup>. Parallèlement à ce soutien, Ankara continue de constituer l'un des partenaires économiques et commerciaux les plus importants de la Russie, en ayant décidé de ne pas appliquer les multiples sanctions mises en œuvre par l'UE et les États-Unis vis-à-vis de Moscou, et en demeurant l'un de ses principaux clients en hydrocarbures et en céréales. Ces paradoxes sont au cœur de la relation turco-russe, dont le développement consécutif à la chute de l'URSS constitue l'objet de cette réflexion. Celle-ci sera divisée en trois parties correspondant aux trois grandes périodes structurant ce développement.

Au cours de la première décennie post-soviétique, c'est essentiellement selon le prisme de la divergence que la relation bilatérale peut être définie. Ces divergences portent d'abord sur les différentes crises de sécurité affectant les intérêts russes et turcs au cours des années 1990, et pour lesquels Moscou et Ankara affichent des positions antagonistes. De surcroît, les pays issus de la décomposition de l'espace post-soviétique, ceux d'Asie centrale et du Caucase du Sud en premier lieu, mais aussi ceux du pourtour de la mer Noire, représentent pour Ankara un nouveau lieu de projection de l'influence turque, alors même que Moscou cherche rapidement à réaffirmer son influence sur cet

1. Voir également sur le développement de la relation d'armement entre Kiev et Ankara : Anna Shapochkina, Eleonore Garnier, « Implications stratégiques de la coopération industrielle turco-ukrainienne en matière de défense », étude réalisée par Eastern Circles, décembre 2021.

espace considéré au sein des cercles dirigeants russes comme celui de l'« étranger proche ».

La seconde période, allant du début des années 2000 au milieu des années 2010, voit le développement d'une approche fondamentalement pragmatique des relations entre Moscou et Ankara. Cette approche pragmatique, permise par de bons rapports personnels entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan et notamment illustrée par un approfondissement substantiel des échanges économiques et commerciaux, est depuis devenue le paradigme principal de la relation bilatérale.

La troisième période, entamée après la réconciliation russo-turque de l'été 2016, est caractérisée par une convergence politico-militaire croissante entre Moscou et Ankara à l'égard de plusieurs crises de sécurité affectant le voisinage partagé ou exclusif des deux pays, qu'il s'agisse de la Syrie, de la Libye ou encore du Caucase du Sud, convergence qui constitue aujourd'hui une autre particularité majeure des relations entre les deux États.

#### DES RELATIONS ANTAGONIQUES AU COURS DE LA PREMIÈRE DÉCENNIE POST-SOVIÉTIQUE

Au cours de la décennie 1990, la Russie et la Turquie sont confrontées à plusieurs crises de sécurité se déroulant soit dans leur voisinage (espace post-soviétique et Balkans), soit sur leur territoire respectif (indépendantisme tchéchène pour la Russie et kurde pour la Turquie). La majorité de ces crises de sécurité suggèrent des différences d'approche fondamentales entre la Russie et la Turquie, liées non seulement au fait que les deux pays y défendent en général des camps opposés, que la Turquie est l'un des membres les plus importants de l'OTAN et que ses ambitions régionales, dans l'espace post-soviétique notamment, sont perçues comme un défi à une influence que Moscou cherche à y retrouver rapidement. En dépit de ces divergences, Moscou et Ankara font déjà preuve d'une relative retenue mutuelle, illustrant une prise en compte réciproque de leurs intérêts de sécurité.

Cette dynamique constitue aujourd'hui l'une des dimensions les plus emblématiques de la relation bilatérale.

Parmi les différents conflits armés (séparatismes transsylvain en Moldavie, abkhaze et sud-ossète en Géorgie, conflit du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan) ayant éclaté dans l'espace post-soviétique au début des années 1990, c'est à propos de celui du Haut-Karabagh, en gestation depuis 1998 et qui prend une tournure militaire à partir de 1991, que les divergences entre la Turquie et la Russie sont les plus évidentes. Dans ce conflit, les faveurs de Moscou, initialement orientées vers Bakou, sont progressivement réarticulées vers l'Arménie. À la suite de la dissolution de l'URSS, la Russie a effectivement obtenu d'y maintenir l'ensemble de ses bases militaires – dont la 102<sup>e</sup> base militaire de Gyumri, à la frontière avec la Turquie qui constitue la seconde base militaire russe la plus importante en termes d'effectifs après la base militaire 201 au Tadjikistan –, alors que l'Azerbaïdjan demande et obtient dès 1992 le retrait de l'ensemble des troupes de l'ancienne quatrième armée soviétique de son territoire, à l'exception de la station radar de Gabala, fermée en 2013. De surcroît, là où les autorités arméniennes expriment rapidement leur loyauté vis-à-vis des projets d'intégration régionale patronnés par Moscou (CEI), l'Azerbaïdjan d'Abulfaz Elchibey (1992-1993) promeut une politique étrangère axée sur l'indépendance totale vis-à-vis de Moscou et un fort rapprochement avec la Turquie<sup>2</sup>. Le soutien apporté par cette dernière à l'Azerbaïdjan dans le conflit au Haut-Karabagh est manifeste et s'illustre en particulier par la fermeture de ses frontières avec l'Arménie en avril 1993, qui contribue fortement à l'isolement international de ce pays. En revanche, Ankara n'apporte pas de soutien militaire direct à Bakou, contrairement à ce qui sera observé à l'automne 2020 lors de la deuxième guerre du Haut-Karabagh. Cette relative retenue dans l'expression de divergences vis-à-vis de Moscou se retrouve dans le positionnement d'Ankara concernant le conflit tchéchène, qui prend une

2. Svante E. Cornell, « Turkey and the conflict in Nagorno Karabakh: A delicate balance », *Middle Eastern Studies*, 34 (1), janvier 1998, p. 51-72.

dimension militaire en décembre 1994 avec l'intervention des forces armées russes dans cette république du Nord-Caucase pour destituer le régime de Djokhar Doudaïev, qui avait déclaré son indépendance de la Fédération de Russie. Si les autorités turques, reflétant une solidarité existante au sein de l'opinion publique turque, notamment alimentée par la présence d'importantes minorités d'origine tchéchène et musulmane du Caucase en Turquie, expriment une forme de soutien, entre autres dans le domaine humanitaire, à la cause tchéchène, elles ne condamnent pas clairement l'intervention de Moscou à Grozny, indiquant qu'il s'agit d'une « affaire intérieure à la Fédération de Russie<sup>3</sup> ». Au-delà de l'espace post-soviétique, le conflit en ex-Yougoslavie constitue une autre crise de sécurité affectant les intérêts de la Turquie et de la Russie, ainsi qu'une autre source de divergence entre les deux pays. Pour Ankara, l'ancienne Yougoslavie, dont plusieurs régions avaient été sous domination ottomane, représente effectivement un nouvel espace de projection de l'influence turque : c'est ainsi qu'Ankara se fait le soutien des populations musulmanes des Balkans. Dès 1993, les autorités turques prennent position en faveur de la défense des Bosniaques, en appelant à une intervention militaire occidentale dans le pays puis en fournissant des armes aux musulmans de Bosnie, tout en participant de manière substantielle aux différentes opérations multilatérales déployées en Bosnie-Herzégovine (UNPROFOR, IFOR/SFOR<sup>4</sup>). Ces divergences sont confirmées au Kosovo, dont la Turquie est l'un des premiers pays à reconnaître l'indépendance et qui, encore aujourd'hui, maintient au sein de la KFOR l'un des plus importants contingents<sup>5</sup>. *A contrario*, vis de Russie,

3. Mustafa Aydin, « Turkish policy toward the Caucasus », *Connections*, 1 (3), septembre 2002, p. 39-48.

4. Uğur Güngör, « United Nations peace operations and the motivations that lie at the root of Turkey's involvement », Center for Strategic Research (SAM), 2015.

5. « Türkiye's international security initiatives and contributions to NATO and EU Operations », site du ministère turc des Affaires étrangères, [https://www.mfa.gov.tr/iv\\_-european-security-and-defence-identity\\_policy-esdi\\_p\\_.en.mfa](https://www.mfa.gov.tr/iv_-european-security-and-defence-identity_policy-esdi_p_.en.mfa) [consulté en mai 2023].

l'intervention occidentale en Serbie en 1999 et plus particulièrement les bombardements contre Belgrade dans le cadre de l'opération Force alliée, puis la reconnaissance du Kosovo en 2008, constituent les premières divergences majeures et sources de tensions avec les pays occidentaux : l'indépendance du Kosovo en 2008 est d'ailleurs régulièrement mise en avant par les autorités russes dans leur utilisation du concept de droit des peuples à l'autodétermination (reconnaissance unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en 2008, annexion de la Crimée en 2014). D'autres objets de divergence majeure surviennent entre la Russie et la Turquie au cours des années 1990, portant par exemple sur la vente par la Russie de systèmes S-300 à Chypre ou encore sur le soutien politique apporté par la Russie au PKK<sup>6</sup>.

De plus, la Turquie est également perçue par Moscou, au cours des années 1990, comme l'un de ses principaux compétiteurs dans son « étranger proche » : les pays d'Asie centrale, du Caucase du Sud et du pourtour de la mer Noire sont vus par Ankara comme de nouvelles zones de projection d'influence turque dans les domaines économique, culturel et politique.

Dans le domaine économique, la Turquie soutient ainsi la mise en place de différents réseaux de transport d'énergie contournant la Russie et contribuant au désenclavement des pays d'Asie centrale et du Caucase du Sud, le plus emblématique d'entre eux étant l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, dont la mise en œuvre, décidée en 1999, est finalisée en 2005. Dans le domaine politique<sup>7</sup>, Ankara apporte son soutien, et parfois participe, à des organisations de coopération régionale perçues par Moscou comme concurrentes aux organisations d'intégration post-soviétiques patronnées par la Russie. Parmi ces organisations figurent notamment l'Organisation des États d'Asie centrale, créée en 1994 et regroupant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan,

6. Igor Delanoë, « The Kurds, a channel of Russian influence in the Middle East », IFRI, Franco-Turkish paper 14, juin 2015.

7. Bülent Arras, « Turkey's policy in the former Soviet South: Assets and options », *Turkish Studies*, 1 (1), 2000, p. 36-58.

le Tadjikistan et le Kirghizstan jusqu'à sa dissolution en 2004, ou encore l'Organisation pour la démocratie et le développement (GUAM), créée en 1999 et regroupant la Géorgie, l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan, au sein de laquelle la Turquie occupe un rôle d'observateur. En 2009 est créée une nouvelle organisation de coopération dans le domaine culturel, l'Organisation de coopération des États turciques, regroupant l'ensemble des États d'Asie centrale (à partir de 2022 pour le Turkménistan) ainsi que la Turquie. Le lancement de cette organisation revient de fait à institutionnaliser une dynamique « turcique » déjà existante, puisque des sommets rassemblant les chefs d'État des pays de langues turciques sont régulièrement organisés depuis 1992.

L'espace post-soviétique constitue enfin une zone privilégiée de déploiement du *soft power* turc, dans le domaine humanitaire par exemple : cette région, et notamment l'Asie centrale, constitue la raison d'être initiale et la principale priorité géographique de l'agence de développement turque TİKA jusqu'à la réorientation des activités de cette dernière vers le continent africain à partir des années 2000. La Turquie s'appuie également sur les leviers médiatiques et culturels pour développer son influence<sup>8</sup>.

#### LA MISE EN ŒUVRE D'UNE RELATION PRAGMATIQUE ET D'INTERDÉPENDANCE AU COURS DES ANNÉES 2000

Après une première période marquée par une approche divergente des différentes crises de sécurité et par la perception par Moscou d'Ankara comme l'un de ses principaux compétiteurs dans les domaines économique mais aussi politique et culturel,

8. Voir, pour ce qui concerne l'influence turque dans les pays riverains de la mer Noire, Emmanuel Dreyfus, Isabelle Facon, Nicolas Mazzucchi, Jean-François Pérouse, « La région de la mer Noire, un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ? Les stratégies d'influence non militaires des grandes puissances de la mer Noire (Russie, Turquie) », rapport de la Fondation pour la recherche stratégique, avril 2019.

succède la décennie 2000. Celle-ci est fondamentale pour appréhender la dynamique actuelle de la relation bilatérale, dans la mesure où la principale caractéristique de cette dernière, en l'occurrence sa dimension pragmatique, est établie et consolidée durant cette période. Dans le courant des années 2000, c'est autour de trois piliers que se développe la relation : la personnalisation des relations russo-turques autour des rapports entre les dirigeants des deux pays, l'établissement d'une interdépendance croissante dans les domaines économiques et commerciaux, et enfin des synergies croissantes dans les rapports des deux États vis-à-vis des pays occidentaux.

Le tournant à partir du début des années 2000 est intrinsèquement lié à l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, élu à la présidence russe en 2000, et de R.T. Erdoğan, avec la victoire de l'AKP aux élections législatives de 2002, et à la relation qui va se forger entre les deux dirigeants. En décembre 2004, V. Poutine est ainsi le premier dirigeant russe à effectuer une visite d'État en Turquie depuis 32 ans, visite suivie de celle de R.T. Erdoğan à Sotchi en juillet 2005 : dès le début des années 2000, la relation russo-turque est articulée autour de la dynamique personnelle existante entre R.T. Erdoğan et V. Poutine, une tendance qui ne s'est pas démentie depuis. Ainsi, si la proximité entre les deux hommes est régulièrement mise en avant lors des grands événements marquant un approfondissement de la relation bilatérale, les épisodes de crises survenant entre les deux pays prennent également une dimension très personnelle. À la suite de la destruction, en novembre 2015, par la Turquie d'un bombardier russe qui avait violé l'espace aérien turc, V. Poutine avait ainsi accusé le président turc Recep Tayyip Erdoğan et sa famille d'être liés au trafic de pétrole avec l'État islamique, soulignant en outre que la décision turque d'abattre le bombardier répondait à une volonté de protéger des livraisons de pétrole en provenance des zones dominées par le groupe terroriste. C'est autour de cette personnalisation des relations que se développe une relation politique entre les deux pays, consacrée en 2010 à l'occasion de la visite de R.T. Erdoğan à Moscou par l'établissement d'un Conseil de coopération de haut niveau, le format

de coopération bilatérale le plus abouti au sein de la diplomatie turque, au niveau des chefs d'État<sup>9</sup>.

La densification des échanges économiques bilatéraux contribuant au développement d'une interdépendance entre les deux pays est une autre caractéristique majeure de la relation bilatérale durant cette décennie. Le volume des échanges passe de 2 milliards de dollars en 1992 à 10 milliards en 2004 puis 23 en 2010, pour s'établir actuellement autour de 47 milliards de dollars<sup>10</sup>.

Cette densification est avant tout portée par la mise en œuvre de plusieurs grands projets structurants dans le domaine énergétique notamment avec la mise en œuvre de plusieurs gazoducs : accord pour la construction de Blue Stream en 1997, inauguré en 2003, et pour la construction du gazoduc Turkish Stream en 2014, inauguré en 2020. Le renforcement des relations dans le domaine énergétique est également consacré par la signature en 2010 d'un accord entre les autorités turques et Rosatom portant sur la construction dans la ville d'Akkuyu de la première centrale nucléaire turque, dont la mise en service est prévue pour 2023 et qui couvrira environ 10 % des besoins électriques du pays. En 2021, la Turquie importait de Russie 45 % de gaz, et environ 1/3 de son pétrole. L'augmentation du volume des échanges bilatéraux a été rapidement marquée par un déficit de la balance commerciale turque, du fait de la part prépondérante des exportations d'hydrocarbures russes dans les échanges. Pour autant, c'est bien une relation d'interdépendance qui se noue entre les deux pays : du fait de sa position géographique, la Turquie constitue pour la Russie un partenaire indispensable pour ses exportations d'hydrocarbures. Cette interdépendance s'est largement accrue à partir de 2014, à la suite de la crise ouverte entre la Russie et les pays occidentaux du fait de l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass, avec la signature, en cette même année 2014, de l'accord prévoyant

9. « Relations between Türkiye and the Russian Federation », site du ministère turc des Affaires étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/reasons-between-turkey-and-the-russian-federation.en.mfa> [consulté en mai 2023].

10. Nevzat Şimşek, Hayal Ayca Şimşek, Zhengizkhan Zhanaltay, « Analysis of bilateral trade relations between Turkey and Russia Federation », *Bilig*, 89, automne 2017, p. 1-26.

la construction du gazoduc Turkish Stream. Elle s'est encore renforcée depuis 2022. La Turquie, qui n'applique pas les différents trains de sanctions de l'UE et des États-Unis envers la Russie, et n'a pas mis en œuvre d'embargo sur les hydrocarbures russes, a encore renforcé ses importations d'hydrocarbures russes, alors que les traditionnels marchés européens se réduisent progressivement. Au-delà de l'énergie, la densification des échanges commerciaux à partir du début des années 2000 est portée par d'autres dynamiques : la Turquie devient ainsi l'un des premiers importateurs de céréales russes, et la première destination en matière de flux touristiques en provenance de Russie. Cette interdépendance économique constitue le second pilier de la relation bilatérale telle qu'elle s'est développée au cours des années 2000.

Le troisième pilier de la relation bilatérale, dont le développement est concomitant de l'arrivée au pouvoir de V. Poutine et de R.T. Erdoğan, est caractérisé par le déploiement de certaines synergies en matière de politique étrangère, vis-à-vis des pays occidentaux notamment. Cette synergie se produit dans un contexte de « désillusions » réciproques d'Ankara et de Moscou dans leurs relations avec l'UE et les États-Unis. Concernant l'UE, depuis la reconnaissance officielle du statut de candidat de la Turquie en 1999, aucune avancée de fond n'est enregistrée, alors même qu'en 2004, ce sont 10 pays d'Europe centrale et orientale qui intègrent simultanément l'UE. De son côté, Moscou interprète les premières révolutions de couleur en ex-URSS, en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 et en Moldavie en 2009, comme la manifestation d'une volonté de contestation par l'UE et les États-Unis de son influence dans cet espace<sup>11</sup>. Alors que l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan se voient offrir à partir de 2009, dans le cadre du Partenariat oriental, une nouvelle forme de coopération avec l'UE<sup>12</sup>, aucune nouvelle dynamique politique n'est

11. Emmanuel Dreyfus, « De l'union douanière à l'union eurasiatique », *Diplomatie magazine*, mars-avril 2014, p. 80-85.

12. Emmanuel Dreyfus, Amélie Zima, « Dix ans après son lancement, quel partenariat oriental ? », *Cahiers Thucydide*, 22, décembre 2018.

insufflée dans les relations entre Bruxelles d'une part, Moscou et Ankara de l'autre. En outre, on peut souligner que le voisinage post-soviétique de la Russie et de la Turquie, qui faisait l'objet d'une approche essentiellement compétitive durant les années 1990, laisse désormais la place à plus de coopération bilatérale, cette ambition étant affichée dans le programme de gouvernement de l'AKP en 2002, soulignant que « les relations avec la Fédération de Russie, l'Asie centrale et le Caucase seront fondées non sur la compétition, mais sur la coopération amicale<sup>13</sup> ». Ainsi, en août 2008, en pleine guerre russo-géorgienne, Ankara propose<sup>14</sup> la mise en place d'une « plateforme de coopération et de stabilité pour le Caucase du Sud » regroupant la Russie, la Turquie et les trois pays de cette région ; en 2009, la Russie soutient le processus, non abouti, de normalisation des relations entre la Turquie et l'Arménie. Ankara fait en outre régulièrement part de son intérêt à rejoindre sous un statut ou un autre les organisations d'intégration post-soviétiques menées par la Russie, et notamment l'Union économique eurasiatique, lancée en 2014. En 2013, le statut de partenaire de dialogue avec l'Organisation de la coopération de Shanghai lui est d'ailleurs accordée<sup>15</sup>. Ces synergies en matière de politique étrangère se retrouvent également à propos du Moyen-Orient. Moscou et Ankara critiquent ainsi l'intervention américaine en Irak en 2003, Ankara refusant que son territoire soit utilisé pour le transit de troupes et matériels de la coalition<sup>16</sup>. Alors que l'administration Bush considère l'Iran comme un *rogue State*, Moscou et Ankara voient leurs relations

13. Fatih Özbay, « The relations between Turkey and Russia in the 2000s », *Perceptions*, 16 (3), 2011, p. 69-92.

14. Deniz Devrim, Evelina Schulz, « The Caucasus: Which role for Turkey in the European neighborhood? », *Insight Turkey*, 11 (3), 2009, p. 177-193.

15. Timur Kaymaz, Selim Kuru, « Turkey: Perspectives on Eurasian integration », ECFR, juin 2016, [https://ecfr.eu/article/essay\\_turkey\\_perspectives\\_on\\_eurasian\\_integration/](https://ecfr.eu/article/essay_turkey_perspectives_on_eurasian_integration/) [consulté en mai 2023].

16. Richard Boudreaux, Amberin Zaman, « Turkey rejects US troops deployment », *Los Angeles Times*, 3 mars 2003, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2003-mar-02-fg-iraq2-story.html> [consulté en mai 2023].

se développer avec la République islamique au cours de la première décennie 2000. Ces synergies envers le Moyen-Orient ont évolué aujourd'hui pour aboutir à la mise en œuvre d'une véritable cogestion russo-turque de la crise syrienne.

C'est donc au cours des années 2000 que la relation bilatérale se développe autour de trois principaux piliers et acquiert une dimension fondamentalement pragmatique qui a conservé toute sa force aujourd'hui.

#### LA COGESTION POLITIQUE ET MILITAIRE DE PLUSIEURS CRISES DE SÉCURITÉ PAR MOSCOU ET ANKARA

La réconciliation russo-turque de l'été 2016 ouvre la voie à une nouvelle dimension dans les relations bilatérales : à la dynamique pragmatique qui s'était développée au cours des années 2000 vient s'ajouter une dynamique inédite dans le domaine politico-militaire, caractérisée par l'implication conjointe de Moscou et d'Ankara sur plusieurs théâtres, en l'occurrence la Syrie, la Libye et le Haut-Karabagh. Sur ces différents théâtres, Moscou et Ankara parviennent à gérer leurs divergences d'approches et d'intérêts en mettant en œuvre une coopération politico-militaire, s'apparentant à une cogestion compétitive de laquelle les pays occidentaux sont exclus.

La Syrie est le premier, et le plus emblématique, des théâtres dans lequel cette cogestion a été développée. Dès le début de la crise syrienne en 2011, Moscou et Ankara avaient affiché des positions antagonistes, la Turquie appelant au départ de Bachar el-Assad et la Russie devenant rapidement le premier soutien du régime, ce soutien évoluant en intervention militaire directe à partir de septembre 2015. L'antagonisme de Moscou et d'Ankara envers la Syrie – qui, comme vu plus haut, n'avait pas empêché toutefois la poursuite de la dynamique transactionnelle, s'était manifesté à plusieurs reprises depuis le début du conflit : interception par la Turquie en octobre 2012 d'un avion de ligne russe suspecté d'être utilisé illégalement pour des livraisons d'armes russes vers la Syrie, condamnation par la Russie du déploiement

de missiles Patriot à la frontière turque en novembre 2012, bombardement par l'aviation russe de groupes rebelles syriens ouvertement soutenus par Ankara... Cet antagonisme avait atteint son paroxysme avec la destruction par l'aviation turque en novembre 2015 d'un Sukhoi-24 ayant violé l'espace aérien turc, qui avait abouti à la mort de l'un des deux pilotes, l'autre étant sauvé par un commando des forces des opérations spéciales russes. La crise dans les relations russo-turques qui avait suivi cet incident, outre une forte dimension personnelle, avait essentiellement été de nature économique et commerciale, Moscou ayant mis en œuvre une série de mesures punitives contre Ankara, parmi lesquelles un embargo sur les importations de fruits et légumes turcs, des restrictions dans le secteur du tourisme, la réintroduction d'un régime de visa et le gel du projet Turkish Stream<sup>17</sup>.

Cette crise spectaculaire dans les relations bilatérales avait été suivie d'un réchauffement tout autant spectaculaire, lié à la tentative avortée de coup d'État en Turquie en juillet 2016. Moscou aurait effectivement averti Ankara de l'imminence de cette tentative de renversement, et surtout n'avait pas condamné, contrairement aux pays occidentaux, les purges massives qui avaient suivi au sein de l'armée et des administrations turques. C'est ce retournement rapide de situation qui permet d'amorcer un changement de paradigme majeur dans les relations russo-turques vis-à-vis de la Syrie. Moscou et Ankara s'entendent désormais sur leurs lignes rouges réciproques : Moscou accepte ainsi le principal impératif de sécurité d'Ankara vis-à-vis des Kurdes, et donne son assentiment au lancement en août 2016 de l'opération Bouclier de l'Euphrate, une intervention terrestre turque dans le nord de la Syrie visant tant les positions de l'EI que celles des forces démocratiques syriennes dominées par les Kurdes, et dont la finalité principale est de geler le développement d'une autonomie territoriale et politique kurde en Syrie le long de la frontière

17. « Turkey-Russia jet downing: Moscow announces sanctions », BBC, 28 novembre 2015, <https://www.bbc.com/news/world-europe-34954575> [consulté en mai 2023].

avec la Turquie. De son côté, Ankara n'appelle plus au départ de Bachar el-Assad et, sur un plan opérationnel, retire une partie des groupes rebelles qu'il soutient de la ville d'Alep, *in fine* reprise par le régime, avec le soutien massif de l'aviation et des forces spéciales russes en décembre 2016. Cette évolution s'approfondit rapidement en une forme de cogestion se déployant aussi bien au niveau politico-stratégique qu'à un niveau davantage opérationnel. En décembre 2016 est établi entre Moscou, Ankara et Téhéran, le processus dit d'Astana, aboutissant à la signature, en mai 2017, d'un accord parrainé par les trois pays et portant sur la création de quatre « zones de désescalade » dans les régions d'Idlib, Alep, Homs et la Ghouta orientale<sup>18</sup>. Dans ce cadre, la Russie et la Turquie approfondissent également leur coopération opérationnelle sur le terrain syrien, dans la mesure où la mise en œuvre de l'accord sur les zones de désescalade incombe essentiellement aux unités des forces armées russes et turques présentes sur le territoire syrien. Cette coopération opérationnelle, notamment structurée autour de rencontres régulières entre le chef d'état-major russe, Valeri Guerassimov, et son homologue turc, Hulusi Akar, se poursuit sur le terrain syrien dans le cadre d'accords secondaires constituant autant d'illustrations supplémentaires de la mise en œuvre de cette cogestion russo-turque : en octobre 2019, dans le sillage d'un accord décisif conclu entre Moscou et Ankara portant sur l'évacuation des combattants kurdes des Unités de protection du peuple<sup>19</sup>, des unités de la police militaire russe, conjointement avec des unités de forces armées turques, ont établi des patrouilles de surveillance le long de la frontière turco-syrienne, au nord de la région

18. « Joint Statement by the Foreign Ministers of the Islamic Republic of Iran, the Russian Federation and the Republic of Turkey on agreed steps to revitalize the political process to end the Syrian conflict », 20 décembre 2016, Moscou, Ministère turc des Affaires étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/joint-statement-by-the-foreign-ministers-of-the-islamic-republic-of-iran-the-russian-federation-and-the-republic-of-turkey-on-agreed-steps-to-revitalize-the-political-process-to-end-the-syrian-conflict-20-december-2016-moscow.en.mfa> [consulté en mai 2023].

19. En kurde : Yekîneyên Parastina Gel, YPG.

d'Alep<sup>20</sup>. Dans le cadre d'un nouvel accord de cessez-le-feu pour la région d'Idlib conclu en mars 2020 et endossé par Vladimir Poutine et R.T. Erdoğan, des patrouilles communes entre des unités de la police militaire russe et des forces armées turques sont établies en vue de créer un couloir de sécurité le long de l'autoroute M4, parcourant le Nord de la Syrie d'ouest en est depuis Lattakié jusqu'à la frontière irakienne<sup>21</sup>.

Le conflit au Haut-Karabagh constitue une autre illustration de cette cogestion compétitive des crises de sécurité par Moscou et Ankara. La seconde guerre du Haut-Karabagh à l'automne 2020, qui s'était soldée par une victoire militaire de l'Azerbaïdjan et la rétrocession à ce pays du territoire auparavant sous contrôle arménien, avait surtout permis à la Russie d'imposer au deux belligérants le déploiement d'une mission de maintien de la paix, forte d'un contingent de 2 000 soldats russes. En plus de cette victoire de Bakou et du renforcement par la Russie de son empreinte militaire – déjà très importante – dans le Caucase du Sud, la seconde guerre du Haut-Karabagh avait également été caractérisée par le rôle primordial de la Turquie, d'une ampleur et d'une nature totalement différentes par rapport au premier conflit du début des années 1990. Dans les mois précédant les opérations armées puis au cours de ces dernières, Ankara avait effectivement apporté un soutien déterminant à Bakou (entraînement et formation des forces armées azerbaïdjanaises, soutien aérien, livraison de drones), contribuant ainsi largement à la victoire militaire de l'Azerbaïdjan. Conjointement à ce soutien militaire, la Turquie avait constitué le principal soutien politique et diplomatique de l'Azerbaïdjan, son influence sur ce pays étant telle que même l'OTAN avait demandé à Ankara d'utiliser

20. « Voennaâ policiâ Rossii provela patrulirovanie sirijsko-tureckoj granicy » [La police militaire russe commence à patrouiller le long de la frontière turco-syrienne], *Izvestâ*, 28 octobre 2019, <https://iz.ru/937266/2019-10-28/voennaia-politicia-rossii-provela-patrulirovanie-sirijsko-tureckoi-granicy> [consulté en mai 2023].

21. « Russia, Turkey agree ceasefire deal for Syria's Idlib », Reuters, 5 mars 2020, <https://www.reuters.com/article/us-syria-security-idUSKBN20S161> [consulté en mai 2023].

cette influence pour « calmer les tensions au Karabagh<sup>22</sup> ». Ce rôle accru joué par la Turquie lors du second conflit dans cette zone n'a pas constitué un irritant particulier dans la relation russo-turque : c'est même plutôt le contraire qui s'est produit, la gestion post-conflit aboutissant à une forme de coopération opérationnelle entre Moscou et Ankara, avec la mise en place en janvier 2021, en vertu d'un accord passé en novembre 2020 entre les ministères de la Défense des deux pays, d'un centre conjoint russo-turc de contrôle de surveillance du cessez-le-feu dans le village azerbaïdjanais de Qiyameddinli, à une dizaine de kilomètres de la ligne de contact<sup>23</sup>. Quoique ce centre conjoint, dans lequel sont déployés 60 officiers et soldats de deux pays, ne joue qu'un rôle marginal et soit en termes d'effectifs et de capacité, très limité par rapport au contingent russe déployé dans la région du Haut-Karabagh, sa simple existence illustre l'extension à d'autres théâtres de cette cogestion russo-turque commencée en Syrie.

La Libye représente une autre illustration de cette cogestion à l'œuvre entre Moscou et Ankara, et ce en dépit de l'antagonisme manifeste de leurs positions respectives, la Turquie soutenant le gouvernement d'Union nationale à Tripoli alors que la Russie, intervenant relativement tardivement dans la crise libyenne à partir de 2016-2017, exprime clairement son soutien au camp de Bengazi du maréchal Haftar, même si elle reconnaît par ailleurs l'autorité de Tripoli. Ce soutien russe à Haftar se manifeste notamment à partir de 2018-2019 par l'envoi de mercenaires venus de Russie et de Syrie pour le compte du groupe Wagner, dont un certain nombre de mercenaires sont toujours présents dans l'Est du pays, où ils participent à des opérations de sécurisation des infrastructures pétrolières pour le compte des autorités de Tobrouk, la Libye servant en outre de plateforme

22. « NATO chief says expects Turkey to calm Karabakh conflict », Euractiv, 5 octobre 2020, <https://www.euractiv.com/section/azerbaijan/news/nato-chief-says-expects-turkey-to-calm-karabakh-conflict/> [consulté en mai 2023].

23. « Russia and Turkey open monitoring centre for Nagorno-Karabakh », Reuters, 30 janvier 2021, <https://www.reuters.com/article/uk-armenia-azerbaijan-monitoring-centre-idUSKBN29Z0FL> [consulté en mai 2023].

au groupe Wagner pour ses déploiements en Afrique subsaharienne. Le fait que la Russie et la Turquie soutiennent des camps opposés en Libye n'a pas empêché les deux pays d'aspirer à y parrainer conjointement un processus de sortie de crise : c'est sous l'égide de Moscou et d'Ankara qu'un appel au cessez-le-feu entre les deux parties est formulé en janvier 2020, entamant un nouveau processus de négociations inter-libyennes parrainé par la Russie et la Turquie<sup>24</sup>.

L'approfondissement de la coopération entre Moscou et Ankara dans le domaine politico-militaire constitue une caractéristique relativement récente de la relation bilatérale, venant compléter la nature fondamentalement pragmatique et transactionnelle de cette dernière qui s'était développée à partir du début des années 2000. Contrairement à la dynamique existante dans les années 1990, la poursuite, voire l'approfondissement de cette relation pragmatique témoigne qu'en dépit des divergences qui demeurent, Moscou et Ankara privilégient désormais la coopération pour gérer ces derniers. C'est en vertu de ces grandes tendances que l'on peut appréhender l'évolution des relations entre la Russie et la Turquie dans le contexte de la guerre provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine.

24. « Turkey, Russia call for ceasefire in Libya on Jan 12 », Reuters, 8 janvier 2020, <https://www.reuters.com/article/us-libya-security-turkey-russia-idUSKBN1Z7255> [consulté en mai 2023].

## II. LA TURQUIE DANS LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE, RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Bayram Balci

### Résumé

Alors qu'elle était déjà confrontée aux tensions entre la Russie et l'Ukraine à partir de 2014, la Turquie s'est assurée un rôle majeur en tant que médiateur à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Ankara a défini puis mené une politique visant à réduire les risques sécuritaires menaçant le pays, mais en ayant également pour but d'accroître ses opportunités, puisque des avantages ont pu se présenter devant le pouvoir turc. Dans la définition de sa politique vis-à-vis de la guerre, la Turquie a dû prendre en compte de multiples paramètres afin de mettre en place sa stratégie politique : la position géostratégique du pays, les bonnes relations avec l'Ukraine à tous les niveaux, la relation compliquée avec la Russie, mais aussi la fragilité de sa relation avec sa famille occidentale depuis plusieurs années. Cependant, la guerre en Ukraine peut aider à clarifier son malentendu avec les alliés occidentaux. L'agression de la Russie contre l'Ukraine, perçue par les Européens comme une agression contre toute l'Europe, permet à la Turquie de souligner la valeur géostratégique qu'elle peut avoir pour ses partenaires occidentaux.

—

Confrontée aux tensions entre la Russie et l'Ukraine à partir de 2014 puis à la guerre de grande intensité entre les deux États depuis le 24 février 2022, la Turquie a adopté une politique appropriée pour réduire les risques pesant sur sa sécurité, mais aussi pour accroître les opportunités, car des avantages ont pu se présenter devant le pouvoir turc du fait de la guerre. Dans la définition de sa politique vis-à-vis de la guerre, la Turquie a

dû calculer et évaluer son intérêt en fonction de plusieurs paramètres : la position géostratégique du pays, les bonnes relations avec l'Ukraine à tous les niveaux, la relation compliquée avec la Russie, mais aussi la fragilité de sa relation avec sa famille occidentale depuis quelques années. Toutefois, dans l'esprit d'Ankara, son malentendu avec les alliés occidentaux peut être clarifié à la faveur de la guerre en Ukraine. En effet, l'agression de la Russie contre l'Ukraine, perçue par les Européens comme une agression contre toute l'Europe, va permettre à la Turquie de souligner la valeur géostratégique qu'elle peut avoir pour ses partenaires occidentaux.

Afin de mieux cerner l'attitude adoptée par la Turquie dans le conflit, il convient de revenir sur ses relations avec la Russie et l'Ukraine à la veille de la guerre, pour comprendre les tentatives turques de jouer un rôle de médiateur, un jeu d'équilibre ou d'équilibriste qui n'est pas toujours compris, ou accepté, par ses partenaires de l'OTAN.

#### RELATIONS DE LA TURQUIE AVEC LA RUSSIE

Un regard même rapide et superficiel sur les relations turco-russes montre à quel point elles ont été ponctuées de conflits et de rivalités<sup>1</sup>. Si l'on considère que la Turquie et la Russie sont les héritières fidèles des empires ottoman et russe (puis soviétique), on comprend mieux pourquoi les tensions actuelles s'enracinent dans un passé chargé de guerres et de conflits. D'ailleurs, à certains égards, les empires russe et ottoman se définissaient dans l'adversité mutuelle. La Russie se voulait la protectrice des chrétiens de l'Empire ottoman qui, à son tour, se présentait comme

1. Nombreuses et de qualité sont les études sur les relations turco-russes parues ces dernières années. On peut consulter par exemple les travaux de Vefa Kurban, *Russia's Turkey Policy during the Putin Era*, Cambridge Scholars Publishing, 2020 ; ou bien Ali Eskerov (dir.), *Contemporary Turkey's Russia relations, from Crisis to Cooperation*, Lexington Books, 2018 ; ou encore, Norman A. Graham, Folke Lindahl, Timur Kocaoglu, *Making Russia and Turkey Great Again?: Putin and Erdogan in Search of Lost Empires and Autocratic Power*, Lexington Books, 2021.

le défenseur des minorités musulmanes de l'Empire russe. La fin des empires a certes amélioré les relations entre Turcs et Russes durant une courte période. En effet, pour leurs besoins de construction nationale, et dans un climat de méfiance vis-à-vis des États européens qui venaient de dépecer l'Empire ottoman et se méfiaient de l'idéologie communiste de la nouvelle URSS, Lénine et Atatürk avaient su bâtir un climat de confiance entre les deux États dans les années 1920 et 1930. Cependant, cette entente cordiale a changé dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'entrée des deux pays dans la nouvelle configuration internationale, c'est-à-dire avec le monde bipolaire de la guerre froide. En effet, durant toute la période de la guerre froide, tout opposait les deux pays : le modèle économique, l'idéologie, la place de chacun dans l'échiquier mondial, puisque la Turquie faisait partie du bloc de l'Ouest, face à l'Union soviétique, leader du bloc de l'Est.

La fin de la guerre froide ouvre une nouvelle page dans les relations entre la Turquie et la Russie, désormais moins opposées idéologiquement. De plus, l'émergence de nouveaux États indépendants dans le Caucase – Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan – a permis à la Turquie de ne plus partager de frontières terrestres avec la Russie, ce qui est un avantage quand on sait toutes les difficultés qu'a la Russie à cohabiter avec ses voisins. À partir de là, même si une certaine rivalité s'instaure entre Ankara et Moscou dans leur quête d'influence en mer Noire, dans le Caucase et en Asie centrale, en réalité, c'est le pragmatisme et la coopération économique qui vont être déterminants dans les relations entre les deux pays<sup>2</sup>. De plus, pour la Turquie, la fin de la menace soviétique lui permet de prendre une certaine distance dans sa relation fidèle et loyale envers ses partenaires occidentaux dont l'aide, avec l'OTAN, cesse d'être primordiale pour sa sécurité, désormais moins menacée à l'est de ses frontières.

Pourtant, à partir de 2011, la crise syrienne, perçue et gérée différemment par les deux pays, ouvre une nouvelle ère de tensions,

2. Paul Kubicek, « Strictly Pragmatism?: Prospects for a Russian-Turkish Partnership », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 23 (2), 2021, p. 233-250.

et presque d'affrontement entre les deux pays<sup>3</sup>. Diamétralement opposées dans ce conflit, du moins jusqu'en 2016, la Turquie et la Russie ont été au bord de la guerre quand l'aviation turque a abattu un chasseur russe qui, après avoir longuement bombardé les alliés de la Turquie en Syrie le long de la frontière turque, a violé l'espace aérien turc, malgré plusieurs avertissements d'Ankara. Là aussi, ce qui a été très surprenant, malgré un incident majeur qui a failli précipiter les deux pays dans un affrontement direct, plusieurs facteurs les ont incités à faire en sorte que cet incident grave ne se transforme pas en guerre ouverte. Au cours des mois suivants, les deux pays ont connu des évolutions politiques internes qui les ont menés à juger utile d'oublier cet incident et de se rapprocher. D'abord, le coup d'État manqué de juillet 2016 contre le président Erdoğan. Isolé et privé du soutien de ses vrais partenaires occidentaux, qui ont tardé à condamner du bout des lèvres le coup d'État, le pouvoir turc a été très sensible à la manifestation de solidarité de Poutine. En effet, le leader russe a été le premier à dénoncer le putsch et à présenter ses condoléances à Erdoğan pour la mort de centaines de personnes provoquée par le coup d'État<sup>4</sup>. De plus, les deux pays ayant constaté le même type de mépris de la part de l'Occident, ils se sont rapprochés en dépit de désaccords sur un certain nombre de dossiers, en Syrie, en Libye, au Karabagh et en Ukraine justement.

Aussi, depuis quelques années, les relations entre les deux pays sont difficiles à qualifier. D'un côté, tout les rapproche : le sentiment d'être mal aimé par l'Occident, une passion pour le même style de pouvoir fort et autoritaire et surtout, la nécessité économique de coopérer. De l'autre, tout les oppose : un passé conflictuel, des intérêts divergents en mer Noire, dans le Karabagh, en Asie centrale, en Libye, et même en Afrique, où ils se retrouvent un peu concurrents. Dans cette relation

3. Ayse Zarakol, « [Turkey, Russia, and the Arab Spring](#) », *PONARS Eurasia Policy Memo*, 207, juin 2012.

4. Bezen Coşkun, « [Turkey's Relations with Russia after the Failed Coup: A Friend in Need of a Friend Indeed?](#) », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, mars 2019.

particulière, les deux pays parviennent à mieux gérer, à compartimenter leurs relations. Cela veut dire qu'ils préfèrent garder de bonnes relations économiques et politiques, en veillant à ce que les points de divergence ne se transforment pas en conflit<sup>5</sup>. Cette entente dans la mésentente repose sur le fait que les deux pays ont besoin l'un de l'autre. La Russie, dans sa relation difficile avec l'Occident, fait tout pour avoir une bonne relation avec la Turquie, pays pilier de l'OTAN, pour ainsi mieux diviser le camp occidental qui, pense-t-elle, ne cherche qu'à l'affaiblir. La Turquie, se sentant elle aussi incomprise par sa famille occidentale, se rapproche de la Russie pour mieux faire prévaloir son utilité géopolitique, mais surtout pour pouvoir intervenir militairement en Syrie, qui est devenue un protectorat russe depuis 2015, contre le PKK qu'elle estime soutenu, ou du moins toléré, par ses partenaires occidentaux. Ce pragmatisme dans la relation trilatérale Turquie-Russie-Occident se retrouve sous une forme similaire dans les liens entre la Turquie, la Russie et l'Ukraine.

## RELATIONS AVEC L'UKRAINE

Même si les liens entre Turcs et Ukrainiens sont enracinés dans le passé quand le khanat de Crimée était proche et protégé par l'Empire ottoman, en réalité, c'est depuis la fin de la guerre froide et l'apparition d'une Ukraine indépendante sur la scène internationale qu'il y a de véritables relations entre la Turquie et l'Ukraine<sup>6</sup>. Ces relations n'ont jamais été teintées d'une quelconque rivalité ou hostilité. Au contraire, les deux pays éprouvent le besoin d'entretenir de bonnes relations bilatérales, chacun pour des raisons qui lui sont propres.

5. Bayram Balci, « Les nouvelles relations entre la Russie et la Turquie », *Les Études*, septembre 2022, p. 7-18.

6. Ayşegül Aydingün, Turgut Kerem Tuncel, « Turkish-ukrainian relations Throughout history: Continuities and strategic requirements », *25 Years of Turkey-Ukraine Diplomatic Relations: Regional Developments and Prospects for Enhanced Cooperation*, AVIM Conference, 2008, [file:///C:/Users/80569/Downloads/TURKISH-UKRAINIAN\\_RELATIONS\\_THROUGHOUT\\_H.pdf](file:///C:/Users/80569/Downloads/TURKISH-UKRAINIAN_RELATIONS_THROUGHOUT_H.pdf).

Pour la Turquie, l'Ukraine est avant tout un bon partenaire économique. C'est en effet d'Ukraine qu'Ankara importe une bonne partie de ses céréales et de ses oléagineux, notamment l'huile de tournesol. De même, ces dernières années, les touristes de l'Europe de l'Ouest se font rares en Turquie, mais ils viennent de Russie et aussi d'Ukraine, ce qui soulage une partie de l'économie turque. Enfin, et surtout, pour la Turquie, dont les relations, notamment en matière de coopération militaire avec ses partenaires occidentaux, ont été distendues ces dernières années pour une multitude de raisons, l'Ukraine apparaît comme un bon partenaire. En effet, non seulement Kiev achète à Ankara de l'armement comme les fameux drones Bayraktar, mais il lui livre aussi la précieuse technologie militaire que l'Occident refuse de fournir à la Turquie en raison de sa nouvelle politique étrangère jugée belliqueuse et de la situation des droits de l'homme dans le pays<sup>7</sup>. Soumise à des sanctions et à un embargo militaire de la part de ses alliés occidentaux à cause de la situation des droits de l'homme dans le pays et de sa politique interventionniste en Syrie et en Libye, la Turquie se tourne vers d'autres partenaires pour acheter des pièces qui lui font défaut, en Chine et ailleurs, mais aussi en Ukraine.

Quant à l'Ukraine, sa relation avec la Turquie est intéressante, car depuis 2014 où elle est en conflit avec la Russie, le lien avec Ankara lui permet d'avoir un levier contre Moscou<sup>8</sup>. Bien avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie dans le Donbass, la Turquie fournissait déjà de l'aide militaire à Kiev. Enfin, la coopération militaire entre les deux pays ne se limite pas aux drones. Les deux pays ont des industries d'armement qui se complètent. Un transfert de technologie existe entre les deux pays, ce dont la Turquie ne dispose pas toujours avec ses partenaires de l'OTAN.

7. Guillaume Ptak, « [What Is Driving Turkey's Increasing Military Cooperation With Ukraine?](#) », The Defense Post, 25 janvier 2022.

8. Ilya Kusa, « [From Ally to Mediator: How Russia's Invasion Has Changed Ukraine-Turkey Relations](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 7 octobre 2022.

Ainsi, au moment où la guerre éclate entre la Russie et l'Ukraine, la Turquie opte pour une politique qui tient compte des paramètres suivants : l'Ukraine est pour elle un partenaire crucial ; avec la Russie elle est à la fois dans une situation de dépendance économique et de vulnérabilité militaire. Par ailleurs, en ce qui concerne les Occidentaux, elle ne se sent pas suffisamment rassurée pour en adopter la ligne de conduite dans le conflit, notamment en matière de sanctions économiques contre Moscou.

### MÉDIATION, ÉQUILIBRE ET ÉQUILIBRISME DANS LA POLITIQUE TURQUE VIS-À-VIS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Motivée avant tout par la défense de ses propres intérêts, la Turquie s'est donc positionnée dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie en fonction de plusieurs mobiles.

En premier lieu, malgré sa dépendance économique vis-à-vis de la Russie, en matière de gaz et de tourisme, la Turquie a de façon claire et nette pris la défense de l'Ukraine en affichant son attachement à son indépendance et à son intégrité territoriale. De nombreuses déclarations des dirigeants soulignent cet état de fait<sup>9</sup>. De plus, alors qu'elle était dans un face à face militaire avec la Russie en Syrie et en Libye, et dans une moindre mesure au Haut-Karabagh, la Turquie a continué de défier la Russie en fournissant des aides militaires à l'Ukraine, notamment les fameux drones Bayraktar qui sont entrés dans les chants de guerre de l'armée ukrainienne<sup>10</sup> grâce à leur utilité durant les premières semaines du conflit. Pour la Turquie, plusieurs facteurs l'incitent à prendre la défense de l'Ukraine. D'abord, l'intégrité territoriale est un principe sacro-saint auquel elle ne peut déroger, puisqu'elle-même se sent menacée dans son intégrité territoriale par une force séparatiste, le PKK, qu'elle combat alors qu'il bénéficierait selon elle de l'aide de l'Occident ; c'est l'une

9. Kübra Kara, « [Erdoğan soutient l'intégrité territoriale de l'Ukraine, la Crimée comprise](#) », Anadolu Ajansı, 3 février 2022.

10. Sur cette chanson dédiée à Erdoğan et qui fait l'apologie des drones Bayraktar, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=d6rZD6njd-s>.

des raisons pour lesquelles elle ne peut s'aligner complètement sur les Occidentaux dans la guerre en Ukraine.

De plus, afficher sa solidarité vis-à-vis de l'Ukraine est, par la même occasion, une façon d'apporter son soutien à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des Républiques turcophones, qui sont elles aussi issues de l'ex-URSS et craignent de subir le même type d'agression et d'entorse à leur souveraineté de la part de la Russie. En effet, pour la Turquie, le manque de fermeté sur cette question équivaut à prendre le risque de décevoir les pays frères turcophones qui attendent de leurs partenaires, et donc d'elle-même, un soutien à l'intégrité territoriale de tous les pays issus de l'ex-URSS. Par ailleurs, être solidaire de l'Ukraine est aussi un moyen de faire comprendre à la Russie que si Moscou peut inquiéter la Turquie en Syrie et en Libye, elle peut à son tour la défier sur son étranger proche, en Ukraine. Enfin, soutenir l'Ukraine, c'est une façon de rappeler à ses partenaires occidentaux qu'ils ont besoin d'elle pour stopper la Russie dans sa politique expansionniste en Ukraine, dans la mer Noire, voire dans le Caucase ou en Libye.

Parallèlement à cette aide et cette solidarité vis-à-vis de l'Ukraine, la Turquie n'a pas pour autant cessé ses échanges commerciaux avec la Russie. Ainsi, elle n'a pas pris part aux sanctions des Occidentaux contre la Russie, a continué à acheter du gaz russe, et envisage même de trouver d'autres moyens d'exportation des hydrocarbures russes via la Turquie. Dans l'esprit des Turcs, la Turquie n'a pas à participer à ces sanctions qui lui seraient néfastes puisqu'elle estime que celles-ci s'inscrivent dans une dynamique de guerre entre la Russie et l'Europe, dans laquelle elle n'a pas à être impliquée. En effet, s'estimant incomprise et non soutenue par ses partenaires dans ses propres soucis en matière de sécurité, elle considère qu'elle n'a pas à participer à ces sanctions économiques.

En revanche, en faveur de l'Ukraine, la Turquie a bloqué le passage via le Bosphore et les Dardanelles, mesure allant dans le sens de ce que préconisaient les Occidentaux dans cette guerre<sup>11</sup>.

11. Clayton Thomas, Jim Zanotti, « [Russia's Invasion of Ukraine: Turkey's Response and Black Sea Access Issues](#) », Congressional Research Service, mars 2022.

Ainsi, elle a limité les capacités d'action de la marine russe contre l'Ukraine, qui a bien apprécié ce geste d'Ankara.

Ainsi, même si la Turquie a manifesté sa solidarité avec l'Ukraine, dans les faits, elle est obligée d'être prudente car, outre le besoin de coopération économique avec Moscou, elle est dans une situation de vulnérabilité militaire vis-à-vis de la Russie<sup>12</sup>. En effet, les Turcs ont eu le sentiment d'être encerclés par une présence militaire russe tout le long des frontières. Au nord dans la mer Noire, le rapport de force navale a changé en faveur de la Russie depuis qu'elle a annexé la Crimée. À l'est, dans le Caucase, la Russie est présente militairement en Arménie, et même dans le Haut-Karabagh et en Azerbaïdjan, où son rôle de médiateur dans le conflit en 2020 lui a permis de stationner des troupes. Au sud aussi, depuis la guerre en Syrie, la Russie est stationnée avec une forte présence militaire et un contrôle de l'espace militaire syrien, d'où elle peut faire peser une vraie menace sur la Turquie. En effet, ne serait-ce qu'à Idlib, la Russie peut à tout moment déclencher une opération militaire et déverser en Turquie des milliers de réfugiés syriens dans des villes où la présence de réfugiés est devenue un vrai sujet de critique politique, voire de déstabilisation du gouvernement d'Erdoğan. Pour toutes ces raisons, la Turquie est obligée de se limiter à une fonction de médiation dans le conflit russo-ukrainien, où choisir clairement un camp lui serait très dommageable.

Aussi, conscient de ses besoins et de sa dépendance aussi bien envers l'Ukraine qu'envers la Russie, et dans un contexte où le pouvoir turc était à la recherche d'une solution pour sortir de son isolement politique dû à une politique étrangère particulièrement musclée vis-à-vis de ses voisins ces dernières années, Ankara s'est emparé de la guerre en Ukraine pour entreprendre un travail de médiation politique. Cette capacité de médiation de la Turquie a fait ses preuves, mais elle n'est pas sans limite

12. Şaban Kardaş, « [The War in Ukraine and Turkey's Cautious Counter-Balancing Against Russia](#) », GMF, 3 mars 2022.

ni sans risques pour ses intérêts à moyen terme<sup>13</sup>. Parmi ces preuves, l'organisation et la tenue de deux rencontres directes entre représentants russes et ukrainiens, qui ont eu lieu grâce à la Turquie, et en Turquie. En effet, la rencontre d'Antalya en mars 2022 ainsi que celle d'Istanbul le même mois ont permis des échanges entre les deux pays<sup>14</sup>. Certes, cela n'a pas arrêté la guerre mais les rencontres en Turquie ont montré que les deux pays pouvaient encore se parler. Le rôle de médiateur de la Turquie a été plus manifeste dans l'accord céréalier signé entre l'Ukraine, la Russie et les Nations unies. Ce sont les efforts de la diplomatie turque, et plus particulièrement l'engagement personnel d'Erdoğan auprès de Poutine, qui ont permis la signature de cet accord, qui a soulagé nombre de pays dépendants des céréales ukrainiennes<sup>15</sup>.

Cette ambition de médiation de la Turquie dans le conflit russo-ukrainien pose cependant un double problème<sup>16</sup>. Elle agace et pourrait être contre-productive. Elle agace nombre de partenaires européens de la Turquie, en premier lieu la France d'Emmanuel Macron qui, dans sa volonté de ne pas rompre ou humilier la Russie, veut permettre à la France de mener les négociations avec Moscou, qui finiront tôt ou tard par avoir lieu selon lui. Il y a cependant une autre raison, plus légitime, de douter de la capacité, voire de la sincérité de la Turquie à vouloir mettre fin au conflit entre les deux pays par la médiation. En effet, même si l'on peut comprendre que la Turquie ne veuille pas participer aux sanctions décidées par les Occidentaux contre la Russie, on craint désormais que les multiples canaux des relations économiques turco-russes permettent à Moscou de les

13. Rémi Daniel, Gallia Lindenstrauss, « [Walking a Fine Line: Turkey's Mediation between Russia and Ukraine, and Relations with the West](#) », Institute for National Security Studies (INSS), 7 avril 2022.

14. Ruth Michaelson, « 'The world is waiting for good news': Russia-Ukraine peace talks press on in Turkey », *The Guardian*, 29 mars 2022.

15. International Crisis Group, « [Who are the Winners in the Black Sea Grain Deal?](#) », ICG, 3 août 2022.

16. Tacan Ildem, « [A balancing act: Turkey's misunderstood position on Ukraine](#) », European Leadership Network, 9 novembre 2022.

contourner. On constate par exemple que, depuis les sanctions, il y a deux pays dont les échanges commerciaux avec la Russie ont explosé<sup>17</sup>. Il s'agit de la Chine, ce qui était prévisible compte tenu de la forte alliance entre les deux États vis-à-vis de l'Occident, mais aussi de la Turquie. Plus grave que cela, il semblerait que les oligarques russes qui souffrent des sanctions contre la Russie utilisent la Turquie comme rempart, comme lieu d'accueil ou de refuge de leurs avoirs et de leurs activités<sup>18</sup>. La suspension de tous les vols entre la Russie et les 28 pays de l'Union européenne augmente le trafic aérien entre la Russie et d'autres pays, dont la Turquie. Cela se traduit aussi par un redéploiement de certaines activités des entreprises russes en Turquie, ce qui réduit les effets des sanctions mises en place par les Occidentaux contre la Russie. Enfin, le fait que la Turquie accepte de payer certaines importations de Russie en roubles aide Moscou à réduire les effets des sanctions. Toutefois, à l'approche des élections présidentielles et législatives du 14 mai 2023, le pouvoir turc montrait une certaine tendance à faire attention à cette question, à savoir une volonté d'éviter un fort contournement des sanctions<sup>19</sup>.

## CONCLUSION

Depuis février 2022, la guerre en Ukraine occupe une place essentielle dans l'agenda politique, aussi bien de la France que de la Turquie. Pour la France, à travers son activisme, il s'agit de se positionner pour garder son rang d'abord au sein de l'Union européenne, puis sur le plan international où elle veut être à la hauteur de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

17. Jared Malsain, « [Russia and Turkey's Deepening Ties Prompt Concern in West Over Sanctions Compliance](#) », *The Wall Street Journal*, 23 août 2022.

18. Michael Forsythe, Carlotta Gall, Elif Ince, « [Russian Superyachts Find Safe Haven in Turkey, Raising Concerns in Washington](#) », *The New York Times*, 23 octobre 2022.

19. Yalın Akmenek, Serez Gökçe et Ayşe Dilara Kacar, « [Turkish customs blocking certain goods to Russia](#) », A Blog by Baker McKenzie, 15 mars 2023.

Pour la Turquie, la gestion du conflit en Ukraine est tout autant source d'angoisse et d'inquiétude, mais le pouvoir turc a su mener jusqu'ici une politique maintenant l'équilibre entre Moscou et Kiev. Si le conflit russo-ukrainien oblige le pouvoir turc à un jeu d'équilibre et d'équilibriste pour maintenir le dialogue avec les deux belligérants, Ankara doit aussi rassurer ses partenaires occidentaux en montrant que sa politique de médiation est utile, et qu'elle ne va pas permettre indirectement à la Russie de survivre à la politique d'étouffement que le bloc occidental applique à son égard. Par ailleurs, pour le président Erdoğan, la guerre en Ukraine est une crise dont il réussit à tirer parti aussi bien en politique internationale qu'à l'échelle nationale. À la communauté internationale, il prouve que la Turquie est utile, voire incontournable dans la gestion de la crise.

### III. RÉACTIONS EN TURQUIE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE : UN CONFLIT NON CLIVANT

Jean-François Pérouse

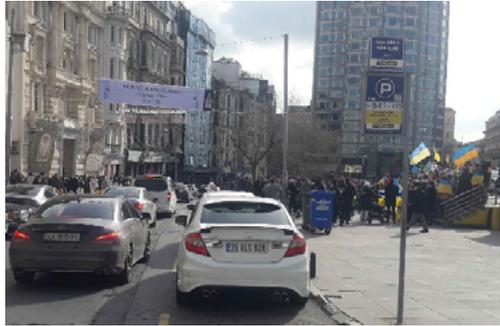
#### Résumé

En la comparant à la guerre en Syrie, cet article se demande dans quelle mesure la guerre en Ukraine a des effets négatifs sur la Turquie. Dans une première partie, nous verrons que les inquiétudes économiques et énergétiques prévalent sur les préoccupations quant aux approvisionnements agricoles et aux difficultés du secteur du tourisme. Dans une seconde partie, nous montrerons que la guerre en Ukraine, contrairement à la guerre en Syrie, n'a pas d'effets polarisateurs saillants et n'est pas l'objet d'interprétations foncièrement divergentes de la part des différentes composantes du champ partisan turc.

---

Depuis la fin de l'année 2021, chaque jour ou presque, au cœur de l'Istanbul touristique, sur l'esplanade de Tepebaşı (arrondissement de Beyoğlu), là-même où depuis 2015 les partisans de l'Armée syrienne libre avaient l'habitude de se réunir pour protester contre les bombardements russes, des Ukrainiens d'Istanbul se réunissent pour manifester, dire leur colère et appeler les dirigeants turcs à renoncer à leur complaisance envers la Russie. Cette continuité rappelle à tout un chacun, s'il en est besoin, combien la Turquie se trouve prise depuis novembre 2021 entre deux feux, entre deux conflits qui l'impliquent et l'affectent, chacun, à des degrés divers. Sur le flanc nord du pays, la guerre voit s'affronter deux des principaux voisins et partenaires économiques du pays, deux membres de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC) créée il y a juste trente ans, après l'effondrement de l'URSS.

Voyons ici ce que cette guerre-là, comparée à la guerre en Syrie, fait à la Turquie d'aujourd'hui et révèle de cette dernière. Dans quelle mesure fait-elle sentir ses effets négatifs sur le pays et en met-elle au jour les caractéristiques et lignes de tension ? A-t-elle les mêmes effets polarisateurs que la guerre en Syrie sur la vie politique turque ?



Manifestation d'Ukrainiens à Tepebaşı (et passage d'un véhicule immatriculé en Ukraine à gauche), 2 mars 2022.

## PRÉVALENCE DE L'INQUIÉTUDE ÉCONOMIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

### Les principaux secteurs économiques touchés

Un certain nombre de secteurs ont été immédiatement affectés, du fait de la structure et de l'intensité des liens économiques et commerciaux entre la Turquie et ses deux voisins du nord. Rappelons, pour prendre la mesure de ces effets, que la Fédération de Russie représentait en 2021 près de 30 % des importations turques en valeur, et l'Ukraine 12,4 %. C'est dire l'importance de ces partenaires. Ont donc été directement touchés des secteurs vitaux comme le transport international (routier et maritime surtout) et la logistique, le secteur textile-prêt-à-porter, le secteur automobile<sup>1</sup> dépendant de composants et de métaux (lithium, nickel, aluminium<sup>2</sup>, palladium)

1. Qui était en 2021 le premier poste en valeur des exportations turques.

2. Dont 55 % venaient de Russie en 2021.

provenant de Russie ou d'Ukraine et le secteur du bâtiment-travaux-publics<sup>3</sup>. En ce qui concerne ce dernier, en 2021, les entreprises turques pouvaient se prévaloir de 34 nouveaux projets en Ukraine – soit une forte augmentation par rapport à l'année 2020, avec 10 contrats négociés –, pour une valeur de plus d'1,5 milliard de dollars US. En parallèle, elles avaient obtenu 30 nouveaux projets dans la Fédération de Russie – soit dans ce cas encore une forte augmentation par rapport à l'année précédente –, d'une valeur totale estimée à 11,2 milliards US.

### L'inquiétude immédiate pour la sécurité alimentaire

Plus encore que dans les pays d'Europe occidentale, la guerre a suscité des inquiétudes pour les approvisionnements agricoles de la Turquie, les deux pays belligérants comptant parmi ses principaux fournisseurs de biens agricoles. Le premier souci, largement médiatisé et immédiatement perceptible dans la vie quotidienne des ménages, a concerné l'huile de tournesol, dont les prix de détail ont subitement flambé (soit plus de 30 % en une semaine). Il est vrai qu'en 2021, la Turquie importait 51 % de son huile de tournesol de Russie et 15 % d'Ukraine. Dans une moindre mesure, il en est allé de même pour le maïs, dont les prix ont augmenté de 10 % en une semaine, ainsi que pour le blé. En 2021, 55 % du maïs importé par la Turquie venait de la Fédération de Russie et 29 % d'Ukraine, alors que pour la saison 2020-2021 d'achats sur les marchés internationaux, la Russie représentait 78 % des acquisitions turques de blé. À tout cela s'ajoutent la sécheresse dans le centre et l'est du pays, la forte dépréciation de la monnaie nationale – durant l'année 2021, la livre turque a perdu 44 % de sa valeur par rapport au dollar US, et la tendance s'est poursuivie en 2022 –, et l'effondrement

3. Le BTP, compté dans la balance des services, reste un secteur phare ; selon le classement référence ENR (Engineering News-Record) de 2022, les entreprises turques sont au deuxième rang mondial, derrière les entreprises chinoises, avec 44 des 200 entreprises les mieux classées (sur la base du chiffre d'affaires). Leur présence en ex-URSS est ancienne et remonte au début de la décennie 1990.

généralisé de l'agriculture turque dû aux politiques d'importation privilégiées par l'AKP. Dans ce contexte, la nécessité de trouver des fournisseurs alternatifs ou d'imaginer des accommodements « sécurisés » avec les belligérants a été immédiate.

### **Le secteur touristique, très sérieusement affecté**

Les professionnels de ce secteur si vital pour les comptes de la nation ont tiré la sonnette d'alarme aussitôt le conflit déclenché – des millions de séjours ayant été soudainement annulés –, sachant que les plus gros contingents de touristes étrangers en Turquie sont constitués par les Russes puis les Ukrainiens. En 2019, 4,5 millions de citoyens russes et 1,5 million d'Ukrainiens s'étaient rendus en Turquie pour leurs vacances et parfois pour faire un peu de « commerce à la valise<sup>4</sup> ». En 2021, dans le seul département méditerranéen d'Antalya – haut lieu du tourisme littoral turc –, Russes et Ukrainiens représentaient 52 % des touristes étrangers. C'est dire le poids de cette clientèle du Nord, appréciée des travailleurs du secteur pour sa générosité. Enfin, toujours dans le département d'Antalya, on peut rappeler que se sont établis 30 000 citoyens russes et 8 000 ukrainiens, jouissant d'un titre de séjour et souvent d'un bien immobilier propre.

4. On entend par « commerce à la valise » (ou *bavul ticareti* ou bien *suitcase-trade*) un commerce international portant sur de petites quantités de produits textiles ou en cuir en général, réalisé par des personnes provenant de pays plus ou moins voisins, qui entrent en Turquie comme « touristes » et assurent elles-mêmes le transport des marchandises, sans recourir au cargo ni déclarer leur activité. Apparu dans les années 1970, le « commerce à la valise » a connu son âge d'or durant la décennie 1990, après l'effondrement du rideau de fer et celui de l'URSS. Les individus qui le pratiquent sont aussi appelés « navetteurs » quand ils font plusieurs allers-retours dans l'année. Sur les navetteurs ou *tchelnoki* russes et ukrainiens en Turquie, voir une des premières études : A. de Tinguay, « Le phénomène des "tchelnoki" et la constitution d'espaces transfrontaliers entre la Russie, l'Ukraine, la Transcaucasie et la Turquie », communication ( inédite ) au colloque « Méditerranée orientale et mer Noire entre mondialisation et régionalisation », Antalya (Turquie), 11-13 septembre 1997.

### **L'inconnue énergétique et la recherche effrénée d'approvisionnements alternatifs**

On n'insistera pas sur ce dossier bien connu en Europe : en Turquie, comme dans nombre de pays d'Europe, le gaz naturel russe représentait en 2021 plus du tiers de la valeur des importations turques en provenance de Russie et contribuait fortement au déséquilibre des échanges entre les deux pays. En février 2022, la Fédération de Russie assurait en effet encore 37,5 % du total des importations de gaz naturel de la Turquie, suivie par les États-Unis (23,6 %), l'Azerbaïdjan (11,9 %) puis l'Algérie (10,5 %). Depuis cette date, ce sont ces deux derniers fournisseurs, ainsi que le Nigeria, qui sont davantage sollicités, les contrats d'approvisionnement étant révisés à la hausse.

Qu'il nous soit permis seulement d'ajouter à la question de la dépendance pour l'approvisionnement en charbon, en gaz naturel et même en pétrole, celle de l'énergie atomique. En effet, la Russie et la Turquie sont liées depuis le 15 juillet 2010 par un contrat de 60 ans pour la construction et l'exploitation par Rosatom d'une centrale nucléaire dans le sud du pays (Akkuyu, département de Mersin<sup>5</sup>).

### **Négociations avec les belligérants pour la reprise d'approvisionnements sécurisés**

Ce dossier est assez bien couvert par la presse internationale, qui semble parfois s'offusquer de la volonté de la Turquie de maintenir le lien commercial « à égalité » avec les deux belligérants. Et de passer outre la politique européenne de *containment*, voire de chercher à profiter du retrait des partenaires européens de la Russie, en se refusant à prendre le risque de se passer de la relation commerciale avec son grand voisin.

Ce qui est évident, c'est que la Turquie ne peut pas rompre avec la Russie ou même se permettre de la tenir provisoirement

5. En juillet 2022, alors que la guerre battait son plein, les termes du contrat ont été revus ; il a été convenu que celui-ci pourrait être prolongé de vingt années supplémentaires ; la première unité (sur quatre réacteurs prévus) devait être mise en service pour les cent ans de la République turque, en 2023.

à distance. Pragmatiquement, ses dirigeants considèrent donc que ce n'est pas dans son intérêt. En outre, en août 2022, le principe du paiement partiel en roubles des importations de gaz naturel de Russie a été accepté<sup>6</sup>. Simultanément, la Turquie fonctionne comme un havre pour les capitaux russes ou ukrainiens en déshérence : les comptes ouverts dans les banques turques, les divers placements et surtout les achats immobiliers en témoignent. Au cours des six premiers mois de l'année 2022, les Russes ont été les premiers acquéreurs étrangers de biens immobiliers en Turquie, nettement devant les Iraniens et les Irakiens (ils étaient au 3<sup>e</sup> rang en 2021, derrière ces mêmes nationalités)<sup>7</sup>. Durant cette même période, les Ukrainiens ont affiché une forte progression, se hissant même au 4<sup>e</sup> rang du palmarès des acheteurs étrangers. De la sorte, réfugiés ukrainiens (ils étaient estimés au nombre de 85 000 le 24 avril 2022) et opposants russes croisent dans les hôtels de Turquie des apparatchiks du régime de Poutine soucieux de sanctuariser une partie de leur fortune.

#### UN CONFLIT NON (ENCORE) CLIVANT DANS LE CHAMP POLITIQUE TURC ?

Ces faits de cadrage rappelés, il semble que cette guerre – contrairement à celle qui s'éternise en Syrie – n'a pas d'effets polarisateurs saillants et n'est pas l'objet d'interprétations foncièrement divergentes de la part des différentes composantes du champ partisan turc.

6. Voir « Décision de la Turquie et de la Russie concernant le gaz naturel : les paiements se feront en partie en roubles » [en turc], site d'information GazeteDuvur, 5 août 2022, <https://www.gazeteduvar.com.tr/turkiye-ve-rusya-dan-dogal-gaz-karari-kismen-rubleyle-odeme-yapilacak-haber-1576295>.

7. La plupart de ces acheteurs/investisseurs ont en même temps obtenu la nationalité turque ; selon le site d'information MEMO/Middle East Monitor, près de 5 000 Russes auraient acquis la nationalité turque depuis le début de la guerre, 22 août 2022, <https://www.middleeastmonitor.com/20220812-5000-russians-bought-turkish-citizenship-since-invasion-of-ukraine/>. On peut supposer que le nombre d'acquisitions de nationalité par des citoyens ukrainiens est aussi analogue à celui de leurs achats immobiliers récemment survenus.

#### À partir d'une première enquête d'opinion...

C'est en tout cas ce que révèle la première enquête d'opinion réalisée sur la question par l'institut de sondage Aksoy<sup>8</sup> le 4 mars 2022. À la question posée : « Que doit faire la Turquie face à la guerre Ukraine-Russie ? », les écarts de réponse entre des personnes ayant des sensibilités partisans très différentes sont extrêmement faibles. Autrement dit, la position de neutralité (*tarafsızlık*), favorable à un maintien des liens avec chacun des deux protagonistes, valant donc approbation ouverte ou tacite de la politique menée par le pouvoir AKP, paraît faire consensus dans l'ensemble de l'opinion. Inutile de dire que, lorsque la même question a été posée au début de la guerre en Syrie, les écarts étaient considérables et ont perduré pendant de longues années, jusqu'à contaminer, voire pourrir l'ensemble des débats politiques. On se rappelle ne serait-ce que les violences de rue des 6-8 novembre 2014, qui ont opposé des partisans turcs d'Al-Qaida ou de Daech à des partisans du mouvement kurde syrien armé, au moment où Daech lançait son offensive sur la ville de Kobanê (ou Aïn El-Arab, selon le point de vue)<sup>9</sup>. Face à l'offensive russe en Ukraine, les Kurdes de Turquie sont demeurés étonnamment silencieux, absorbés par leur propre agenda et affaiblis par les pressions incessantes du gouvernement AKP.

En ce qui concerne le conflit Russie/Ukraine, ce n'est que sur la question relative à la position vis-à-vis de l'OTAN que quelques différences apparaissent, sans pour autant remettre en cause la tendance principale. Seuls les électeurs du parti ultra-nationaliste MHP se distinguent, en affichant une plus grande méfiance par rapport à l'option « alignement sur l'OTAN » (qui recueille 20 %

8. Voir le site de l'institut Aksoy Araştırma : « Ukrayna-Rusya Savaşında Türkiye Ne Yapmalı? », <https://www.aksoyaraştırma.com/tr/ukrayna-rusya-savasinda-turkiye-ne-yapmalı/>.

9. Voir « Les événements de Kobanê (6-8 novembre 2014). Comment ont-ils commencé et que s'est-il passé après ? », site d'information BBC News Türkçe [en turc], 25 septembre 2020, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-54292879>. Cette soudaine poussée de violence qui a touché près de la moitié des départements en Turquie a fait, selon ce bilan, 37 morts.

des réponses parmi les électeurs de l'AKP comme parmi ceux du CHP [parti kémaliste et principal parti d'opposition, ndlr], intéressante convergence). L'analyse de la presse nationale révèle la même indifférenciation, la guerre étant traitée dans les mêmes termes, quelles que soient les sensibilités idéologiques<sup>10</sup>.

### Les raisons de cet unanimité

Passons sur la stupeur. L'absence de polémiques et de domestication du conflit en Ukraine semble liée à la conscience largement partagée des liens forts existant avec chacun des belligérants ; liens qui empêchent de prendre parti, au risque de compromettre des secteurs entiers de l'économie. La place commerçante de Laleli, située au cœur d'Istanbul, haut lieu du « commerce à la valise » avec les pays de l'URSS dans les années 1990, traitait sinon à égalité, du moins à proportion (du poids démographique), avec la Fédération de Russie et avec l'Ukraine<sup>11</sup>. Les deux pays constituaient encore en 2022 les deux principaux horizons commerciaux de cette place marchande et étaient étroitement associés (voire confondus) dans les représentations communes ainsi que dans les pratiques et interactions quotidiennes, les navetteurs russes et ukrainiens restant souvent dans les mêmes hôtels. Fin mai 2022, selon le dirigeant de l'Association des hommes d'affaires de Laleli (LASIAD), les affaires avaient repris avec la Russie et commençaient à être réinitiées avec l'Ukraine<sup>12</sup>.

10. C'est ce que révèle une étude réalisée au début de la guerre par des chercheurs de l'université de Bilgi à Istanbul : « Échos dans la presse de Turquie de la guerre Ukraine/Russie » [en turc], NewsLab Turkey, <https://www.news-labturkey.org/toplumsal-hafiza-ve-medya-ukrayna-rusya-savasinin-turkiye-deki-medya-yansimalari/>.

11. Juste avant la guerre, ces deux pays représentaient 55 % de la valeur totale des échanges de Laleli.

12. Voir « Les Ukrainiens reviennent à Laleli » [en turc], *Dünya*, 20 mai 2022, <https://www.dunya.com/sectorler/ukraynalilar-laleliye-dondu-haber-658364>. Fin mai 2022, alors que les échanges avaient repris à hauteur de 80 % (par rapport à l'avant-guerre) pour la Russie, ils n'avaient repris qu'à hauteur de 20 % pour l'Ukraine.

Quoi qu'il en soit, cette absence de politisation (ou d'exploitation partisane) de la question fait écho, guerre en Syrie exceptée, au consensus national(iste) qui règne quand il s'agit de politique étrangère, à condition que celle-ci soit définie et menée au nom des intérêts nationaux et de la sécurité nationale, et non pas à la gloire du seul porteur des politiques conduites.

### Des réactions finalement très « européennes » ?

Dans les premiers temps en tout cas<sup>13</sup>, n'étaient-ce les reproches émis dans l'ensemble de l'opinion à l'encontre des dirigeants européens soupçonnés de préférer les réfugiés ukrainiens aux réfugiés syriens – reproches pouvant aller jusqu'à l'accusation de racisme –, la réaction de l'opinion publique et des autorités turques au déclenchement de la guerre a participé à une manière de renormalisation (relative) de la position turque sur la scène internationale. Redevenant en quelque sorte un membre fréquentable de l'OTAN et de l'OCDE, la Turquie s'est alignée sur les positions de l'UE, jusqu'à un certain point en tout cas, celui des sanctions à appliquer contre le pays agresseur. Appelant à la cessation des hostilités et proposant une aide humanitaire, à l'instar des pays européens, les autorités turques ont d'abord cherché à sécuriser leurs ressortissants en Ukraine (étudiants, travailleurs, hommes d'affaires, époux ou épouses). Ainsi, deux semaines après le déclenchement de l'agression russe, la Turquie avait déjà assuré le retour de près de 14 000 de ses ressortissants en Ukraine<sup>14</sup>.

13. Une fois passée la fierté à peine dissimulée par les dirigeants – et partagée dans une grande partie de l'opinion – d'avoir vendu à l'Ukraine des drones Bayraktar TB2 ayant fait la preuve de leur redoutable efficacité. À ce propos, voir, par exemple, dans la presse gouvernementale turque : « Le succès des drones Bayraktar TB2 en Ukraine : alors que les tirs russes l'avaient troué, il est rentré à la base » [en turc], *Yeni Şafak*, 8 juillet 2022, <https://www.yenisafak.com/ekonomi/ukraynada-bayraktar-tb2nin-basarisi-rus-atesinde-delik-de-sik-olmasina-ragmen-usse-geri-dondu-3838129>.

14. Voir « Le nombre de citoyens turcs rapatriés d'Ukraine atteint presque les 14 000 » [en turc], site d'information de TRT Haber, 12 mars 2022, <https://www.trthaber.com/haber/gundem/ukraynadan-tahliye-edilen-turk-vatan-daslarinin-sayisi-14-bine-yaklasti-662975.html>.

## CONCLUSION

Dans la perspective des élections présidentielles et législatives programmées pour le 14 mai 2023<sup>15</sup>, il est peu discutable que la situation de crise liée à ce nouveau « front » de violences et d'instabilités profite au candidat de l'AKP. On sait que le fondateur et dirigeant de ce parti a su faire des crises internationales des moteurs de la consolidation de sa position au pouvoir, de sa légitimité et du caractère exceptionnel des formes de gouvernement qu'il a instituées et développées à son profit. Après la Syrie, la guerre en Ukraine a constitué une occasion inespérée pour le pouvoir essoufflé, en lui donnant la possibilité à la fois de redorer son blason dans les arènes internationales et de trouver les raisons extérieures aux sérieuses difficultés économiques intérieures (érosion du pouvoir d'achat, endettement croissant) auxquelles les citoyens turcs sont de plus en plus confrontés.

## IV. GUERRE EN UKRAINE : LE DIFFICILE EXERCICE D'ÉQUILIBRE DE LA TURQUIE

Marie Jégo

## Résumé

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le président turc Recep Tayyip Erdoğan joue les diplomates acrobates, s'efforçant de soutenir son partenaire ukrainien sans irriter Moscou, tout en cherchant à consolider la place de son pays au sein de l'OTAN. Plus la guerre dure, plus ce grand écart s'annonce difficile à tenir. La guerre en Ukraine a ramené la Turquie dans le camp atlantiste, dont elle s'était démarquée ces dernières années en achetant des missiles russes antiaériens S-400, des retrouvailles tempérées par l'obstruction turque à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. En jouant les perturbateurs au sein de l'Alliance, M. Erdoğan donne des gages à son homologue russe Vladimir Poutine, avec lequel il entretient une relation complexe, faite de coopération et d'adversité. Irritée par la coopération militaire turque avec l'Ukraine, la Russie fait profil bas, occupée surtout à renforcer ses échanges commerciaux avec la Turquie, devenue sa bouée de sauvetage pour le contournement des sanctions occidentales. La diplomatie du président Erdoğan est étroitement liée à la politique interne, aux élections (législatives et présidentielles) prévues en Turquie à la mi-mai<sup>1</sup> sur fond de grave crise monétaire. L'inflation, qui oscille entre 84 et 85 %, a atteint son plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale. La monnaie turque n'arrête pas de se déprécier et les réserves en devises de la banque centrale sont au plus bas. Une situation risquée pour M. Erdoğan, qui n'aborde pas le scrutin du 14 mai 2023 en favori. S'il perd, la politique étrangère de la Turquie pourrait être plus apaisée.

---

15. Ce texte a été écrit avant les élections de mai/juin 2023.

---

1. Ce texte a été écrit avant les élections de mai/juin 2023.

Comment soutenir l'Ukraine sans irriter la Russie ? Engagé dans un difficile exercice d'équilibre entre ses deux voisins du bassin de la mer Noire, le président turc Recep Tayyip Erdoğan marche sur des œufs. En se posant en médiateur incontournable du conflit, il a certes réussi à rehausser son image d'allié fiable de l'OTAN, laquelle avait été ternie par l'achat des missiles russes antiaériens S-400<sup>2</sup>, mais sa position est difficile à tenir. Soucieux de ménager l'ensemble des acteurs, il s'est engagé à défendre l'Ukraine, son partenaire stratégique, tout en ménageant sa coopération avec la Russie, dans les domaines sécuritaire, énergétique et aussi en Syrie.

En condamnant l'agression russe, qualifiée d'« illégale », M. Erdoğan avait semblé choisir son camp. Une fois n'était pas coutume, sa ligne était la même que celle de l'OTAN. Pilier oriental de l'Alliance depuis 1952, la Turquie avait précédemment irrité ses alliés en achetant à la Russie un système antiaérien S-400 conçu à l'origine pour détecter et détruire les avions de l'organisation.

Ces dernières années, la relation entre la Turquie et l'OTAN a été mise à rude épreuve. Les contentieux ne manquent pas. On peut citer les offensives unilatérales (2016, 2018, 2019) contre les forces kurdes alliées des Occidentaux au nord de la Syrie, les forages dans les eaux territoriales chypriotes et grecques en Méditerranée orientale, la violation de l'embargo sur les armes à destination de la Libye, l'implication dans le conflit du Haut-Karabagh et, tout récemment, le frein mis à l'adhésion à l'Alliance de la Finlande et de la Suède.

La posture ambivalente de la Turquie, à la fois dans l'Alliance et avec Moscou, n'a fait que renforcer les doutes sur sa fiabilité. Certes, le discours politique à propos de ce recentrage post-guerre froide est bien rodé, le monde n'est plus le même, « il est plus grand que 5 », a coutume de répéter M. Erdoğan, en

2. La Turquie a signé en septembre 2017 un contrat de 2,5 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) avec la Russie pour la fourniture de missiles russes antiaériens S-400, incompatibles avec le système de défense de l'OTAN. Le premier lot de S-400 a été livré à Ankara le 16 juillet 2019.

référence aux cinq États membres du Conseil de sécurité dotés d'un droit de veto.

Chez les alliés traditionnels, les doutes persistent. À quoi joue le président turc ? Que cherche-t-il ? De son point de vue, les préoccupations sécuritaires de son pays ont été ignorées, notamment vis-à-vis du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi numéro un de l'État turc, et auquel les forces kurdes de Syrie sont affiliées. En freinant l'élargissement de l'OTAN, sous prétexte que la Suède et la Finlande hébergent des « terroristes » kurdes, il prend sa revanche, espérant forcer ses alliés à davantage tenir compte de ses intérêts.

La dimension politique interne ne doit pas être négligée. Confronté à une baisse de sa popularité, le président turc cherche à se donner une plus grande visibilité internationale. Son rejet des candidatures de la Suède et de la Finlande ne peut qu'être politiquement rentable sur la scène intérieure. Tenir tête aux Occidentaux lui vaut l'approbation de sa population, mal disposée envers l'OTAN. Selon un sondage réalisé en mars 2022 par l'institut d'opposition Metropoll, 48 % des personnes interrogées estiment que les États-Unis et l'Alliance portent la responsabilité de la guerre en Ukraine, laquelle, craignent-ils, pourrait fort bien déstabiliser la Turquie à plus long terme<sup>3</sup>.

#### ENTRE ERDOĞAN ET POUTINE, UNE RELATION COMPLEXE

En jouant les perturbateurs au sein de l'Alliance, M. Erdoğan donne aussi des gages à son homologue russe Vladimir Poutine, dont il est tributaire pour lancer la nouvelle opération militaire qu'il a planifiée contre les forces kurdes au nord de la Syrie<sup>4</sup>. En octobre 2023, l'armée turque a mené des attaques de drones contre des cibles militaires et des infrastructures pétrolières à l'est de la Syrie, tuant plusieurs dizaines de personnes selon

3. « MetroPOLL'den Ukrayna-Rusya anketi: Yüzde 48, 'ABD-NATO sorumlu' dedi », *Diken*, 30 mars 2022, <https://www.diken.com.tr/metropollden-ukrayna-rusya-anketi-yuzde-48-abd-nato-sorumlu-dedi/>.

4. Source AFP.

les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont les Kurdes sont membres. Le 5 octobre, l'un des drones turcs, jugé menaçant, a été abattu par les forces américaines.

Étonnamment, l'aval du Kremlin a été, cette fois-ci, assorti d'une condition : reprendre contact avec Bachar el-Assad, le protégé de Moscou. M. Erdoğan, qui soutient depuis plus de dix ans la rébellion syrienne anti-Bachar, y était tout disposé, convaincu qu'en politique, « la rancune et le ressentiment n'existent pas<sup>5</sup> ». La parenthèse a été vite refermée, Damas ayant exigé en contrepartie du rapprochement la fin de l'occupation des territoires syriens par l'armée turque.

Cet épisode résume assez bien la relation complexe qui s'est forgée entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan, tantôt cordiale, tantôt brutale. Héritiers d'empires rivaux, jumeaux politiques dans leur culte de l'homme fort, ils ne sont pas toujours sur la même ligne, loin s'en faut, notamment en Syrie, en Libye, dans le Caucase et en Ukraine.

La guerre en Ukraine les a divisés en même temps qu'elle les a rapprochés. Certes, Vladimir Poutine s'est agacé de la fourniture de drones turcs de combat à l'armée ukrainienne, mais il s'est aussi laissé convaincre par M. Erdoğan de la nécessité de prolonger l'accord sur les exportations de céréales ukrainiennes via la mer Noire qui, après quelques incertitudes, a finalement été reconduit en novembre 2022 pour une durée de 120 jours, puis à nouveau le 18 mars 2023.

La mer Noire est leur horizon commun. La guerre a redonné à cet espace maritime une centralité géopolitique, le transformant en point chaud mais aussi en un lieu où Russes et Turcs coopèrent. Les rencontres entre les deux autocrates ont souvent lieu à Sotchi, sur le littoral de cette mer, dans la résidence d'été du président russe. C'est là qu'ils ont décidé, à l'été 2022, de renforcer leur partenariat commun, économique surtout.

5. Dépêche de l'agence syrienne Sana du 25 avril 2023 « Syrian, Russian, Iranian, and Turkish defense ministers discuss withdrawal of Turkish forces from Syrian territory », <https://sana.sy/en/?p=306848>.

Frappée par les sanctions occidentales pour avoir attaqué l'Ukraine, la Russie survit en partie grâce au soutien de la Turquie. Seul pays membre de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions occidentales, les ports, les aéroports, la logistique et les banques turques sont devenues les bouées de sauvetage du régime poutinien. Premier constat, les échanges commerciaux ont doublé au cours des neuf premiers mois de 2022 par rapport à l'année précédente. Fait notoire, les importations turques de pétrole brut et de charbon russes ont fortement augmenté.

La Turquie raffine ainsi le brut russe, dont le prix vient d'être plafonné par l'UE et le G7, et le réexporte ensuite vers l'Europe après l'avoir mélangé à d'autres pétroles (azerbaïdjanais et kazakh)<sup>6</sup>. C'est aussi par la mer Noire que passe le gaz russe destiné à l'Europe, via le gazoduc Turkstream qui transporte l'or bleu jusqu'en Autriche et en Hongrie. Inauguré en 2020, ce double tube permet à Moscou d'exporter une trentaine de milliards de mètres cubes de gaz par an vers la Turquie et vers l'Europe centrale. La Russie exporte aussi son gaz vers les foyers turcs depuis une vingtaine d'années via le gazoduc Blue Stream, posé lui aussi sous la mer Noire<sup>7</sup>.

#### PETITS ARRANGEMENTS TURCO-RUSSES

La plupart des échanges commerciaux se font via cette mer que Moscou et Ankara dominent sur le plan naval. L'Ukraine n'a pas de flotte digne de ce nom et l'OTAN est absente. Certes, ses avions surveillent le ciel mais aucun navire de l'Alliance n'est présent en mer. Et pour cause : aux premiers jours du conflit, Ankara a verrouillé les détroits du Bosphore et des Dardanelles,

6. Le brut russe est importé par la Turquie à hauteur de 292 000 barils par jour (moyenne sur six mois, de juin à novembre 2022) contre 113 000 b/j il y a un an à la même période. Les importations de charbon russe ont également augmenté, représentant 2,1 millions de tonnes par mois entre juin et novembre 2022, contre 630 000 tonnes sur la même période l'an dernier.

7. Le gazoduc Blue Stream a une capacité annuelle de 16 milliards de mètres cubes.

comme l'autorise la Convention de Montreux de 1936<sup>8</sup>, interdisant le passage, pour la durée du conflit, aux navires militaires russes ainsi qu'à ceux de l'OTAN.

Sous couvert de neutralité, la Turquie a su tirer parti de la situation. Tandis que les géants du transport par conteneurs, refroidis par les sanctions, ont dû interrompre leurs expéditions à destination de la Russie, des sociétés turques ont pris le relais. Des milliers de conteneurs venus d'Asie ou d'Europe arrivent désormais à Istanbul, à Mersin, à Izmir pour être ensuite réacheminés vers le port russe de Novorossiisk sur la mer Noire.

Si le gouvernement turc s'est beaucoup impliqué pour que le blé ukrainien puisse être exporté, il a aussi fermé les yeux sur le transit par ses ports de milliers de tonnes de blé ukrainien volé par la Russie en Ukraine, puis vendu au Liban et à la Syrie comme s'il s'agissait de blé russe. De plus, les autorités d'Ankara permettent aux énormes cargos russes affrétés par le ministère russe de la Défense d'accomplir leurs incessantes navettes entre la base navale de Tartous en Syrie et les ports militaires de Sébastopol et de Novorossiisk sur la mer Noire, sans procéder à la vérification de leurs contenus. Qualifiés de « voie expresse syrienne » par les diplomates ukrainiens, ces allers et retours ont permis à Moscou de transporter du matériel militaire de la Syrie vers l'Ukraine.

Ces petits arrangements russo-turcs surviennent au moment où la Russie apparaît durement touchée par les sanctions tandis que la Turquie est confrontée à une grave crise monétaire. L'inflation (85 % sur un an en octobre 2022, 84,4 % en novembre) a atteint son plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale. La monnaie turque n'arrête pas de se déprécier et les réserves en devises de la banque centrale sont au plus bas. Une situation

8. La Convention de Montreux est un accord international multilatéral signé le 20 juillet 1936. Elle détermine la circulation des navires dans les détroits turcs des Dardanelles et du Bosphore, ainsi que dans la mer Noire. Entrée en vigueur le 9 novembre 1936, la Convention est toujours valable aujourd'hui. L'intégralité de la Convention de Montreux est disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères de la Turquie : [https://www.mfa.gov.tr/data/Kutuphane/Kurucu\\_Anlasmlar/montro-anlasmasi.pdf](https://www.mfa.gov.tr/data/Kutuphane/Kurucu_Anlasmlar/montro-anlasmasi.pdf).

risquée pour M. Erdoğan, qui n'aborde pas en favori les élections – présidentielles et législatives – convoquées pour le 14 mai 2023.

M. Poutine, qui n'a pas envie de perdre un allié aussi indispensable, ne lui ménage pas son soutien, y compris financier. Moscou a ainsi fait récemment transférer 10 milliards de dollars à une filiale turque de Rosatom, le géant public du nucléaire, chargée de construire la première centrale atomique de Turquie dans la province de Mersin, sur la côte sud. Détail intéressant, selon l'accord signé, le gouvernement est autorisé à investir une partie de ces fonds dans des obligations en dollars émises par le ministère turc du Trésor et des Finances. D'ores et déjà, les liquidités fournies par Rosatom ont permis d'accroître les réserves de change turques, passées de 98,9 milliards de dollars le 26 juillet 2022 à 108 milliards de dollars le 4 août 2022<sup>9</sup>.

Le président turc compte aussi sur les offres énergétiques du Kremlin, à savoir une réduction sur le prix du gaz et le paiement en roubles d'un quart des livraisons. De son côté, Vladimir Poutine envisage de faire de la Turquie un nouveau « hub gazier » à partir duquel Gazprom pourrait exporter son or bleu vers les pays d'Europe les mieux disposés envers la Russie (Italie, Autriche, Hongrie). Un projet difficile à réaliser, ne serait-ce qu'à cause des sanctions qui ne manqueraient pas de s'abattre sur les entreprises désireuses d'y contribuer.

Par ailleurs, Gazprom, le géant du gaz russe, a satisfait à l'automne 2022 les demandes du gouvernement turc qui souhaitait différer le paiement de sa note de gaz, soit environ 20 milliards de dollars. Un geste qui peut être interprété comme un soutien direct à la réélection de M. Erdoğan.

#### RETROUVAILLES AVEC LE CAMP ATLANTISTE

Pour autant, le jeu d'équilibriste du numéro un turc n'inquiète pas trop les responsables européens. La perspective d'une Turquie transformée en havre du contournement des

9. Beril Akman, « [Turkish Foreign Reserves Jump After Russian Money Transfer](#) », *Bloomberg*, 5 août 2022.

sanctions n'est pas faite pour les rassurer mais l'indulgence prévaut. « Nous achetons aujourd'hui environ la moitié de notre gaz à la Russie. En outre, nous construisons la centrale nucléaire d'Akkuyu avec la Russie. Nous ne pouvons pas mettre cela de côté non plus. Quand j'ai dit ça à Macron, il a dit : "Vous avez raison" », a expliqué M. Erdoğan, en rentrant de Bruxelles au printemps 2022.

Il n'y a donc pas lieu de se fâcher avec le Bismarck du Bosphore, tant qu'il partage les vues de ses alliés occidentaux. Après tout, il a toujours été constant sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine qu'il soutient, n'ayant de cesse de condamner l'annexion russe du Donbass et de la Crimée.

Pilier oriental de l'OTAN, gardienne de la mer Noire, la Turquie cherche à jouer un rôle central dans la crise. Cette vocation donne des ailes à M. Erdoğan, prompt à réclamer son dû, à savoir la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne, la remise à jour du traité d'union douanière avec Bruxelles ainsi que la fourniture par les États-Unis de nouveaux F-16 pour renouveler la flotte turque devenue obsolète.

La guerre en Ukraine l'a ramené sous la loupe de l'actualité internationale, lui offrant, après une longue période de frictions avec les alliés occidentaux, une consécration inespérée. Au printemps 2022, pas moins de quatre dirigeants de l'Union européenne et de l'OTAN<sup>10</sup> se sont succédé à Ankara pour saluer leur « précieux allié », selon l'expression de Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'organisation.

Dans la foulée, la relation avec la France s'est réchauffée. La glace a été rompue avec le président français, Emmanuel Macron, chez qui M. Erdoğan avait pourtant cru déceler un problème de « santé mentale » quelques mois après un grave incident naval survenu entre des navires turc et français en Méditerranée au printemps 2020.

10. Le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, le chancelier allemand, Olaf Scholz, le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, et le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis.

Trop heureux de ces retrouvailles, les alliés comptent sur les bons offices du président turc pour faire avancer la paix. On ne sait jamais. Ses relations cordiales avec les deux belligérants – partenariat stratégique avec Kiev, relation privilégiée avec Moscou – le placent, croient-ils, en bonne position pour y parvenir. Après avoir accueilli deux sessions infructueuses de pourparlers<sup>11</sup>, la diplomatie turque brûle de parrainer une rencontre directe entre le président ukrainien Volodymyr Zelensky et son homologue russe Vladimir Poutine, quand bien même la situation sur le terrain contredit cette attente.

La guerre qui s'installe dans la durée, les massacres de civils perpétrés par l'armée russe et l'arrivée massive d'armes occidentales destinées à renforcer la défense de l'Ukraine laissent peu de place à l'éventualité d'un face-à-face Zelensky-Poutine. À l'heure qu'il est, les négociations n'ont aucune chance de se produire, chaque camp cherchant avant tout à renforcer ses gains militaires.

Quelques concessions ont été possibles. Habiles négociateurs, les diplomates turcs ont obtenu, le 22 juillet 2022, la reprise des exportations de céréales ukrainiennes, alors que Moscou venait d'annoncer sa sortie de l'accord. C'est aussi par leur entremise que des échanges de prisonniers ont pu avoir lieu entre Kiev et Moscou.

Avant tout, la priorité du numéro un turc est de se positionner au mieux de ses intérêts. La Turquie a beaucoup à perdre, surtout si la Russie venait à mettre la main sur toute la côte ukrainienne, ce qui renforcerait considérablement son hégémonie sur le bassin de la mer Noire. Un équilibre des forces modifié au profit de Moscou ne serait pas une bonne nouvelle pour ses ambitions de puissance régionale.

11. Deux sessions de pourparlers entre Russes et Ukrainiens ont eu lieu en Turquie, sans donner de résultats. La première rencontre a eu lieu entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue ukrainien, Dmytro Kuleba, le 10 mars 2022 à Antalya. La deuxième s'est tenue entre délégués russes et ukrainiens le 29 mars 2022 dans une annexe du palais de Dolmabahçe à Istanbul.

### LA FOURNITURE DE DRONES IRRITE MOSCOU

Malgré l'entente cordiale avec son « ami » Poutine, M. Erdoğan ne peut s'empêcher de percevoir l'expansionnisme agressif de la Russie dans la zone comme une menace à la sécurité géopolitique de son pays. Le lent grignotage russe du pourtour de la mer, l'acaparement de l'Abkhazie en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014, la confiscation de la mer d'Azov en 2018, la destruction de Marioupol en 2022, sont perçus à Ankara comme des atteintes à la stabilité de la région.

Souvent décrite comme un « lac ottoman », la mer Noire occupe une place importante dans l'imaginaire turc. Pendant des siècles, Turcs et Russes s'y sont affrontés pour asseoir leur domination, notamment sur la presqu'île de Crimée, berceau mythique des Tatares turcophones, ancien protectorat ottoman<sup>12</sup>. C'est bien parce que le président Erdoğan craignait de voir cette mer se transformer en un « lac russe » qu'il a décidé, en 2019, de développer un partenariat de défense avec l'Ukraine.

Les drones en étaient le moteur. Kiev projetait d'en acheter et aussi d'en produire. La même année, une société mixte a été créée entre l'entreprise turque Baykar, qui les fabrique, et le bureau d'études ukrainien Ivchenko-Progress, spécialiste des moteurs d'avions. Dotée de beaux restes du « complexe militaro-industriel » soviétique, l'Ukraine est experte dans la fabrication de moteurs d'avions, de missiles et de fusées, soit à peu près tout ce qui fait défaut à l'industrie turque de défense en plein essor.

Avantage non négligeable, les moteurs ukrainiens devaient permettre à la Turquie d'exporter les produits de son industrie de défense sans avoir à se soucier d'obtenir les licences d'exportation dont elle est privée à cause des sanctions. Par ailleurs, la société Baykar est étroitement liée au président Erdoğan puisque Selçuk Bayraktar, l'ingénieur en chef, est son gendre, l'époux de sa fille cadette Sümeyye. Le PDG de Baykar, Haluk Bayraktar, proche du président Volodymyr Zelensky, défend ardemment

12. En 1783, l'impératrice Catherine II de Russie annexe le khanat de Crimée, jusqu'ici sous protection ottomane.

l'intégrité territoriale de l'Ukraine, au point d'avoir confié qu'il ne vendrait jamais ses drones à la Russie.

Interrompue brusquement par l'assaut russe, la production commune de drones n'a pas pu avoir lieu comme prévu. En revanche, la Turquie a largement fourni son allié ukrainien. L'entreprise Baykar s'est montrée généreuse, jusqu'à offrir gratuitement quelques drones supplémentaires. Utilisés par l'armée ukrainienne aux premiers jours de l'invasion, ces aéronefs se sont avérés très efficaces contre les convois, les batteries antiaériennes et les hélicoptères russes. Les images des colonnes de blindés russes calcinées, stoppées net dans leur avancée, ont fait le tour du monde.

Capables de voler pendant vingt-quatre heures à plus de 18 000 pieds dans un rayon d'action estimé à 150 kilomètres, dotés de plusieurs missiles, ces engins d'attaque avaient déjà fait leurs preuves en Syrie, en Libye et lors de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour le contrôle de la région du Haut-Karabagh, à l'automne 2020. L'Ukraine en avait acquis une trentaine avant la guerre et plus d'une dizaine ont pu lui être livrés après l'invasion russe, ce qui a irrité le président Poutine. « Les Russes avaient l'habitude de se plaindre et ils se plaignent en ce moment », a confié un haut fonctionnaire d'Ankara à l'agence Reuters le 8 avril.

La partie turque a souvent été sommée par Moscou de verrouiller l'information et de limiter le flot des vidéos à la gloire des Bayraktar sur les réseaux sociaux, ukrainiens surtout. Soucieux de ne pas irriter le Kremlin, Ankara a fait profil bas. Ainsi, l'Association des exportateurs turcs a été priée par le gouvernement de ne pas publier les données relatives aux exportations du secteur de la défense vers l'Ukraine.

En mars, des données publiées par cet organisme avaient révélé une forte hausse des exportations, passées de 1,9 million à 59,1 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2022. En avril, l'association n'a pas publié de données tandis que les précédentes ont été supprimées de son site.

Sommé de s'expliquer sur les ventes de Bayraktar, le gouvernement turc répond que leur vente est du ressort exclusif

de Baykar, la société privée qui les fabrique. « Il s'agit de produits achetés par l'Ukraine à une entreprise turque privée. Les entreprises privées de l'industrie de la défense peuvent conclure de tels accords avec des pays. Il ne s'agit pas d'une aide de la Turquie. De plus, l'Ukraine n'est pas le seul pays à acheter le Bayraktar TB2. Tout le monde en veut », a déclaré au début du mois de mars le vice-ministre des Affaires étrangères, Yavuz Selim Kiran<sup>13</sup>.

### COOPÉRATION HOSTILE

Les drones avaient commencé à agacer Moscou bien avant la guerre. Le 9 avril 2021, coup de tonnerre, le président russe annonce par téléphone à son homologue turc qu'il a décidé de suspendre temporairement les liaisons aériennes vers la Turquie, officiellement pour raisons sanitaires.

Le coup a été rude pour le gouvernement et le secteur touristique turcs qui misaient sur l'arrivée des estivants russes pour repeupler les plages et les hôtels de la côte méditerranéenne. Au bout d'un mois et demi, l'interdiction a été levée. Il n'est pas certain que Vladimir Poutine ait eu la pandémie à l'esprit en prenant cette décision. Son coup de fil était intervenu à un moment symbolique, soit à la veille de la visite à Ankara du président ukrainien Volodymyr Zelensky, venu refaire provision de drones turcs.

Un deuxième coup de froid, toujours à cause des drones, est survenu en décembre 2021, un peu plus d'un mois après la frappe d'un obusier russe au Donbass, touché par un Bayraktar aux mains de l'armée ukrainienne. Aux yeux des experts militaires de Kiev, la tentation était grande d'essayer de reproduire au Donbass, terrain d'une guerre depuis 2014, l'association gagnante des drones turcs et de l'expertise militaire d'Ankara, comme l'avait fait l'Azerbaïdjan pour la reconquête du Haut-Karabagh, à l'automne 2020.

13. Quotidien turc pro-gouvernemental *Daily Sabah*, 3 mars 2022.

M. Poutine y a-t-il vu « une provocation » ? En fournissant ses drones, la Turquie nourrissait « le sentiment militariste » en Ukraine, a-t-il protesté lors d'une conversation téléphonique avec M. Erdoğan.

Le partenariat sécuritaire turco-ukrainien a failli assombrir la relation particulière qu'entretiennent les présidents Poutine et Erdoğan, jusqu'ici unis dans une forme de coopération hostile. À plusieurs reprises par le passé, ils ont manqué en venir aux mains. Le 24 novembre 2015, la chasse turque abattait un avion russe à la frontière russo-syrienne, provoquant une crise inédite entre les deux pays. Erdoğan a dénoncé « les crimes de guerre » commis par la Russie en Syrie, Poutine a évoqué « un coup de poignard dans le dos, assené par ceux qui soutiennent le terrorisme ». Moscou a imposé des sanctions, annulé les vols des touristes russes vers les côtes turques et bloqué l'importation de produits agricoles.

Il a fallu les excuses écrites d'Erdoğan, transmises à Poutine en juin 2016, pour que la relation retrouve son cours normal. En avril 2020, nouvel accroc, une bombe russe à guidage laser détruit le bâtiment où des soldats turcs s'étaient réfugiés après le bombardement de leur convoi dans la région d'Idlib, dernier fief de la rébellion anti-Bachar au nord-ouest de la Syrie. La frappe a fait 34 morts. Une fois de plus, les deux dirigeants sont parvenus à s'entendre. L'escalade a été évitée grâce à un cessez-le-feu déclaré à Idlib, la province syrienne adossée à la Turquie, où des milliers de soldats turcs sont déployés.

Juillet 2019 va marquer un tournant dans la relation. Moscou livre alors à Ankara, le pilier sud de l'OTAN, les missiles russes antiaériens S-400 commandés deux ans plus tôt. En achetant un système antiaérien russe conçu à l'origine pour détecter et détruire les avions de l'OTAN, la Turquie s'est exposée à des sanctions qui la pénalisent gravement. Craignant de voir les secrets du F-35, son dernier avion furtif, déchiffrés par le puissant radar des S-400, Washington a puni Ankara en suspendant sa participation au programme de fabrication des F-35, dans lequel plusieurs entreprises turques étaient impliquées.

Les F-35 censés être livrés n'ont pas quitté le sol américain. Les pilotes turcs qui étaient formés à leur maniement sur des bases américaines ont été sommés de quitter les États-Unis à la fin du mois de juillet 2019. Pire encore, les sanctions ont affecté la capacité de défense aérienne du pilier oriental de l'OTAN. Ainsi, la frontière qui va de la Géorgie à la Bulgarie aurait pu être équipée de missiles antiaériens compatibles avec ceux de l'Alliance et de F-35, mais il n'en est rien. Ce vide est un grand avantage pour la Russie qui, bien avant son invasion de l'Ukraine, a réussi de cette façon à neutraliser 900 kilomètres de frontières avec l'OTAN. Un vrai coup de maître de la part de Vladimir Poutine, résolu à transformer la Turquie en un instrument de la Russie au sein de l'Alliance, son ennemie déclarée, qu'il brûle d'affaiblir par tous les moyens.

Malgré la crise économique et le tremblement de terre<sup>14</sup>, Recep Tayyip Erdoğan a été réélu le 28 mai avec 52 % des suffrages pour un troisième mandat de cinq ans alors que la Constitution n'en autorise que deux<sup>15</sup>. Quelques mois plus tard<sup>16</sup>, le numéro un turc a levé son veto à l'entrée de la Suède dans l'OTAN, réclamant en retour la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne, gelées depuis 2018. Avant cela, en mars, la Turquie avait donné son feu vert à l'adhésion de la Finlande. Ce revirement, intervenu après des mois d'obstruction turque à l'adhésion des deux pays scandinaves<sup>17</sup>, témoigne de la volonté d'Ankara de se rapprocher de ses alliés traditionnels.

La récente réorientation diplomatique du président Erdoğan s'avère toutefois compromise par la guerre entre Israël et le Hamas. Se posant en défenseur de la cause palestinienne, il a coupé les ponts avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et rappelé, samedi 4 novembre 2023, son ambassadeur en Israël,

14. Quarante-six mille personnes ont péri dans onze régions du sud-est du pays dévastées par un double séisme, le 6 février 2023.

15. Article 101 de la Constitution turque, révisée en 2017.

16. Au sommet de l'Alliance atlantique les 11 et 12 juillet 2023 à Vilnius, Lituanie.

17. La Suède et la Finlande avaient demandé à devenir membres de l'OTAN le 18 mai 2022.

accusant l'Occident de mener une politique de deux poids deux mesures. « Ceux qui ont versé des larmes de crocodile pour les civils tués lors de la guerre entre l'Ukraine et la Russie assistent aujourd'hui tranquillement au meurtre de milliers d'enfants innocents », a-t-il déclaré le 28 octobre lors du rassemblement en faveur de « la Grande Palestine » organisé à Istanbul avec l'aval du gouvernement.

#### RELATIONS MISES À L'ÉPREUVE

La guerre risque d'assombrir les relations d'Ankara avec le camp atlantiste, avec Washington surtout. Prompt à critiquer les États-Unis pour leur soutien à l'opération israélienne, le président Erdoğan, prétextant un déplacement en province, a ainsi boudé la visite à Ankara, lundi 6 novembre, du secrétaire d'État américain Antony Blinken, venu discuter de la situation à Gaza. À la veille de sa visite, des manifestants turcs pro-palestiniens avaient tenté de pénétrer sur la base d'Incirlik, dans la région d'Adana, où sont stationnées des forces américaines<sup>18</sup>. Depuis le début du conflit Israël-Hamas, le 7 octobre 2023, le consulat américain d'Adana, la base de Kürecik où se trouve un radar de l'Alliance dans la région de Malatya, ont été la cible de manifestants qui scandaient des slogans hostiles à la présence américaine sur le sol turc.

Entre les deux alliés de l'OTAN, les griefs sont anciens. Impliquée dans les conflits au Moyen-Orient, notamment contre les groupes armés kurdes en Irak et en Syrie, la Turquie déplore depuis longtemps le soutien américain aux forces kurdes syriennes, à qui elle reproche d'être inféodées au Parti des travailleurs du Kurdistan, son ennemi numéro un. Enfin, les autorités turques n'apprécient pas que le Congrès à Washington retarde l'approbation d'un accord soutenu par le président Joe Biden, qui vise à moderniser l'armée de l'air turque avec des avions de chasse F-16.

18. AFP du 5 octobre 2023.

Impatiente de voir le parlement turc ratifier l'adhésion de la Suède à l'OTAN<sup>19</sup>, l'administration américaine ne ménage pas ses mots envers l'allié turc. Le 12 octobre, la Maison-Blanche déclarait : « La situation en Syrie et en relation avec celle-ci, en particulier les actions du gouvernement turc visant à mener une offensive militaire dans le nord-est de la Syrie, sape la campagne visant à vaincre l'État islamique en Irak et en Syrie, met en danger les civils, menace de porter atteinte à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans la région et continue de constituer une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis<sup>20</sup>. » Autant de contentieux susceptibles de mettre un peu plus à l'épreuve le réchauffement entre la Turquie et ses partenaires traditionnels.

---

19. M. Erdoğan a transmis au parlement, le 23 octobre 2023, la résolution en vue de l'adhésion de la Suède. À la date du 7 novembre 2023, le texte n'avait toujours pas été ratifié.

20. The White House, « [Notice on the Continuation of the National Emergency With Respect to the Situation in and in Relation to Syria](#) », 12 octobre 2023.

## V. LA TURQUIE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE, ENTRE PRÉOCCUPATIONS ÉNERGÉTIQUES, INTERVENTIONS MILITAIRES ET AMBITIONS STRATÉGIQUES

Jean Marcou

### Résumé

Durant l'année 2020, la Turquie a mené une politique étrangère très offensive en Méditerranée orientale, et ce, en raison des enjeux énergétiques de la région, mais aussi des conflits existants. Ajoutons à ces éléments la rivalité opposant Ankara à nombre de ses voisins. Alors qu'une nouvelle rivalité sino-américaine s'installe dans le monde et que se ravivent les hostilités entre l'Occident et la Russie, la Turquie, tout en restant dans l'OTAN, n'a pas hésité à faire cohabiter cette appartenance avec une approche particulière de son environnement dans le but de défendre ses intérêts. Cette diplomatie pragmatique a vu le gouvernement turc devoir jouer sur différents tableaux, entre un ancrage occidental datant du dernier siècle et des connivences inédites avec d'autres États non occidentaux, dont la Russie. Au-delà de la guerre en Ukraine, la Turquie a commencé par développer sa nouvelle politique étrangère en Méditerranée orientale.

---

Significativement, au cours de l'année 2020, la Méditerranée orientale a été le théâtre d'une politique étrangère turque très offensive, directement liée aux enjeux énergétiques de la région, mais aussi aux conflits existants et à la rivalité opposant Ankara à nombre de ses voisins. Par la suite, on a pu observer que des efforts de désescalade ont été accomplis, mais que les tensions ont perduré, de façon latente, engendrant parfois de

nouveaux embrasements, même s'ils ont été plus ciblés et plus temporaires.

En réalité, on doit considérer que la Méditerranée orientale est devenue le centre de gravité de la politique étrangère turque contemporaine. Pendant la guerre froide, et bien qu'elle ait été parfois le lieu d'une confrontation aiguë entre Athènes et Ankara, elle restait un pôle de conflictualité secondaire dans la logique bipolaire qui dominait alors la société internationale. L'axe central de la politique étrangère turque était constitué par sa relation avec ses alliés occidentaux, en particulier les États-Unis. La Turquie avait peu de relations avec son environnement immédiat, en Méditerranée orientale ou au Moyen-Orient, où elle apparaissait comme un avant-poste du monde occidental. Après l'effondrement de l'URSS et la fin du bloc communiste, il est devenu urgent pour Ankara de repenser sa diplomatie et son positionnement international<sup>1</sup>. Son appartenance au Pacte atlantique ne l'empêchait plus de s'ouvrir à son voisinage immédiat : Balkans, Caucase, Asie centrale, Proche-Orient ; et cette nouvelle approche diplomatique devenait d'ailleurs impérative.

La prise de conscience de cette profonde transformation du monde a débouché sur une (re)découverte d'espaces environnants sur lesquels l'Empire ottoman avait parfois exercé une influence, et s'est traduite bientôt par une stratégie de bon voisinage promue par Ahmet Davutoğlu, le chef de la diplomatie de l'AKP à la fin des années 2000, la fameuse « politique du zéro problème avec nos voisins ». Tirant parti d'une géopolitique apaisée et dépolarisée, la Turquie devait mettre à profit désormais sa « profondeur stratégique » pour développer ses relations tous azimuts, afin de promouvoir le développement, la sécurité et la stabilité dans les aires d'influence de son voisinage. Si les Printemps arabes avaient paru dans un premier temps conforter cette perspective, mettant même un moment en exergue « un

1. Jana Jabbour, *La Turquie - L'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

modèle turc<sup>2</sup> », leurs lendemains et les crises qui les ont accompagnés, ont obligé à déchanter. Perturbée dans la relation nouvelle qu'elle était en train d'établir avec le monde arabe, inquiète de la vacuité de ses frontières méridionales minées par les migrations combattantes ou humanitaires provoquées par les conflits ravageant la Syrie et l'Irak, préoccupée par l'apparition d'un grand jeu gazier en Méditerranée orientale<sup>3</sup> engendrant un phénomène d'appropriation des espaces maritimes, la Turquie a dû revoir les fondements de sa politique étrangère pour la penser en des termes beaucoup plus réalistes.

Dans un monde où pointait une nouvelle rivalité sino-américaine et où une conflictualité russo-occidentale se reconstituait, alors même que Moscou était de retour au Moyen-Orient, Ankara, tout en restant dans l'OTAN, n'a pas hésité à faire cohabiter cette appartenance avec une approche particulière de son environnement visant à y défendre étroitement ses intérêts. Cette diplomatie pragmatique a vu le gouvernement turc adopter le plus souvent une posture de grand écart, entre un ancrage occidental ancien et des connivences inédites avec de multiples acteurs, notamment la Russie. Passé le mirage de la fin de l'histoire et celui de la recherche du bon voisinage, les dures réalités reprenant leurs droits dans un Moyen-Orient déchiré, la Turquie a progressivement défini les contours de cette autre approche, parfois décrite à ses débuts comme « la politique du plus d'amis que d'ennemis<sup>4</sup> ». À bien des égards, c'est en Méditerranée orientale qu'elle l'a fait depuis 2016. Dans cette aire, en effet, est apparue pour elle une nécessité d'intervenir dans le contrôle d'espaces maritimes complexes, de peser dans des conflits plus nombreux ou de participer à la définition de nouveaux équilibres stratégiques.

2. Jean Marcou, « Le modèle turc controversé de l'AKP », *Moyen-Orient*, 13, janvier-mars 2012, p. 38-43.

3. « Grand jeu gazier en Méditerranée orientale », dossier dirigé par Jean Marcou, *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 40-71.

4. Ragıp Soylu, « [Turkey revises its foreign policy to gain more friends](#) », *Daily Sabah*, 23 juin 2016.

## LA NÉCESSITÉ D'INTERVENIR DANS LE CONTRÔLE D'ESPACES MARITIMES COMPLEXES

La Méditerranée orientale est dominée par un antagonisme gréco-turc durable. Alors même qu'un rapprochement, survenu lors des séismes subis par les deux pays au tournant du millénaire (et parfois qualifié de « diplomatie du tremblement de terre<sup>5</sup> »), laissait espérer que cet antagonisme légendaire serait surmonté par l'établissement de liens fonctionnels denses (développement du tourisme, nouveaux réseaux de transport, coopération dans le domaine énergétique, mise sur pied de politiques transfrontalières...), l'intensité des tensions, liées aux forages turcs au large des côtes chypriotes, pendant la crise égéenne de 2020, montre qu'il n'en est rien<sup>6</sup>. En réalité, on doit considérer que les relations entre la Turquie et la Grèce sont aujourd'hui plus difficiles que pendant l'entre-deux-guerres<sup>7</sup>, qui avait vu Atatürk et Venizélos signer un pacte d'amitié, avant de se retrouver côte à côte dans le Pacte balkanique<sup>8</sup>. Depuis la Seconde Guerre mondiale, plusieurs facteurs ont donc contribué à dégrader les rapports entre les deux pays.

En premier lieu, lors du Traité de paix signé en 1947 par les Alliés et l'Italie, cette dernière a cédé les îles du Dodécannèse à la Grèce, au grand dam de la Turquie, trop peu impliquée dans le second conflit mondial, à la différence de son voisin, pour pouvoir s'y opposer. Ce rattachement à la Grèce des îles orientales du sud de la mer Égée où subsistent quelques milliers de Turcs, a achevé de faire de celle-ci un lac grec. Sans formellement rejeter le traité en question, la Turquie l'a toujours contesté,

5. Éric Biegala, « [Entre Grèce et Turquie, la diplomatie du tremblement de terre](#) », *Le Temps*, 6 avril 2001.

6. Jean Marcou, « La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques », *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 53-57.

7. Sofia Papastamkou, « La rivalité après l'alliance. À la source de la friction gréco-turque dans l'après-guerre (1947-1955) », *Hypothèses*, 9 (1), 2006, p. 283-290.

8. Gilles Bertrand, *Le conflit helléno-turc*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.

notamment parce qu'il concernait de petites îles, parfois très éloignées de la Grèce continentale et très proches des côtes turques (par exemple, celle de Kastellorizo, également distante des autres îles du Dodécannèse<sup>9</sup>). En second lieu, la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle a vu l'élaboration d'un droit de la mer<sup>10</sup> qui divise les deux pays, parce que son application est très défavorable à la Turquie en mer Égée, dont toutes les îles appartiennent à la Grèce à l'exception d'Imbros/Gökçeada et Ténédos/Bozcaada. La Turquie, pour cette raison, n'a pas signé le traité de Montego Bay (en vigueur depuis 1994) et a fait savoir à la Grèce qu'une décision de sa part qui porterait sur ses eaux territoriales, de six à douze miles marins, constituerait un *casus belli*.

Ces deux changements survenus après le second conflit mondial suscitent en mer Égée de multiples différends qui, au-delà de la question de la largeur des eaux territoriales, portent sur la détermination des espaces aériens, la délimitation de zones économiques exclusives (ZEE), l'appartenance de certains îlots inhabités, et la militarisation des îles grecques au large des côtes turques. La guerre civile syrienne et les migrations qu'elle a provoquées ont créé un sujet de discorde supplémentaire entre les deux pays. La Grèce accuse son voisin de ne pas être suffisamment engagé dans le contrôle des flux migratoires qui tentent d'atteindre ses côtes, et plus particulièrement ses îles. La Turquie reproche aux autorités grecques de maltraiter les migrants, voire de les rejeter dans ses eaux territoriales<sup>11</sup>. Alors qu'on aurait pu penser que la manne gazière découverte en Méditerranée orientale permettrait de dépasser ces différends et le conflit chypriote (autre sujet de discorde entre les deux pays, apparu après la Seconde Guerre mondiale), cette opportunité énergétique a renforcé en fait leur antagonisme, en lui offrant même de nouvelles perspectives géopolitiques, dans la mesure où la plupart des

9. Marie Verdier, « [Kastellorizo, l'île de toutes les convoitises](#) », *La Croix*, 1<sup>er</sup> septembre 2020.

10. Johanna Ollier, « Les frontières maritimes au cœur de la compétition en mer Égée et au Levant », *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 50-52.

11. « [Greece pushes back more than 41,000 migrants since 2020: Report](#) », *Hürriyet Daily News*, 15 juin 2022.

pays riverains de la Méditerranée orientale se sont mis à délimiter leurs zones économiques exclusives (ZEE). Ce partage en cours de la Méditerranée orientale a de multiples conséquences. En 2020, la Turquie a mené des forages dans les eaux chypriotes au nom de la défense du droit des Chypriotes turcs à accéder à cette ressource gazière. L'année précédente, en délimitant sa ZEE avec le gouvernement libyen d'union nationale<sup>12</sup>, elle a compromis la réalisation du gazoduc sous-marin EastMed (découlant d'un accord entre Chypre, la Grèce et Israël), qui doit traverser la zone délimitée par la Turquie et la Libye.

En réalité, cette appropriation des espaces maritimes dont la Turquie est riveraine a fait croître dans ces milieux dirigeants une frustration qui s'est illustrée par un appel à la défense de la « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*)<sup>13</sup>. Cette posture et l'usage de ce concept associent à la fois le sentiment d'être exclu de la Méditerranée orientale, alors qu'on y dispose du plus long littoral, et le développement des ambitions navales de la Turquie, notamment du fait de l'aptitude de celle-ci à produire des navires de guerre ou à lancer des opérations ultra-marines comme l'intervention militaire en Libye de 2020. Le concept de « Patrie bleue » est en effet issu de la doctrine stratégique de la marine turque, qui l'avait initialement élaboré pour justifier le renforcement de ses moyens opérationnels, avant que Recep Tayyip Erdoğan ne le récupère pour en faire un usage plus politique. À cela s'ajoute le rôle que joue la Turquie dans le contrôle des détroits. Déjà observé lors de la crise géorgienne de 2008<sup>14</sup>, il s'est confirmé de façon encore plus saillante depuis le début de

12. Il s'agit du GNA (Government of National Accord), formé sous l'égide de l'ONU et dirigé par Fayez el-Sarraj, de 2016 à 2021. Établi pour résoudre la deuxième guerre civile libyenne, il est néanmoins contesté à l'ouest du pays par le parlement de Tobrouk et menacé par l'Armée nationale libyenne du général Khalifa Haftar.

13. Aurélien Denizeau, « Mavi Vatan, la "Patrie bleue" : origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *Les études de l'IFRI*, avril 2021.

14. Jean Marcou, « [La guerre en Géorgie repose la question du statut des détroits](#) », Blog de l'OVIPOT, 25 août 2008.

la guerre en Ukraine<sup>15</sup>, qui a vu Ankara interdire les détroits aux navires de guerre des deux belligérants et, par la suite, jouer un rôle clé dans la nouvelle géopolitique de la mer Noire.

### LA NÉCESSITÉ DE PESER DANS LES CONFLITS MULTIPLES ENVIRONNANTS

Longtemps dominée par les conflits chypriote et israélo-palestinien, la Méditerranée orientale est environnée désormais par les nouvelles crises qui ont éclaté dans le sillage des printemps arabes en Syrie et en Libye.

La guerre civile en Syrie a eu peu d'implications maritimes, mais elle a vu la Turquie sortir définitivement de la réserve qui avait dominé ses fondamentaux diplomatiques depuis les débuts de la République. À partir de 2016, en effet, Ankara a lancé plusieurs opérations militaires transfrontalières destinées à défendre ses intérêts dans le conflit syrien et à enrayer en particulier le développement d'une zone kurde autonome dominée par une organisation (PYD) et des milices (YPG-YPJ), liées au PKK, le mouvement qui mène une guérilla dans le sud-est de la Turquie depuis 1984. Tolérées par la Russie, ces interventions militaires ont permis au gouvernement turc de contrôler une bande importante de territoire dans le nord de la Syrie, à laquelle a été adjoint, dans le cadre du processus d'Astana, l'enclave d'Idlib. Cette présence militaire et diplomatique permet à l'État turc de contrôler la poussée kurde sur ses frontières, mais aussi d'apparaître comme un acteur incontournable dans le règlement du conflit syrien.

Rodée aux interventions transfrontalières à l'est de la Méditerranée orientale, la Turquie n'a pas tardé à s'essayer à des opérations ultra-marines à l'ouest. En novembre 2019, Ankara a signé deux accords avec le gouvernement libyen de Tripoli, en guerre avec le gouvernement de Tobrouk. Le premier a vu les deux partenaires définir leur ZEE dans un mouvement qui

15. « [Turkey to act accordingly to Montreux: FM](#) », *Hürriyet Daily News*, 27 février 2022.

prend à revers les appropriations maritimes liées aux ressources gazières que nous avons précédemment évoquées<sup>16</sup>. Le second est en fait un accord de défense qui légitimera, quelques mois plus tard, l'intervention militaire de la Turquie en Libye pour soutenir les forces du gouvernement de Tripoli face à celles du gouvernement de Tobrouk, notamment « l'armée nationale » du général Haftar. Cette nouvelle opération, plus sophistiquée que les précédentes en Syrie, a permis de retourner le sort des armes en faveur du gouvernement de Tripoli, et ainsi sauvegarder et conforter l'avenir de l'accord maritime conclu avec lui. Elle a également mis en valeur l'efficacité des drones de combat turcs, qui s'étaient déjà illustrés quelques semaines auparavant en Syrie au détriment des troupes de Bachar el-Assad, confirmant les atouts dont disposait désormais l'armée turque pour peser sur des conflits régionaux<sup>17</sup>.

Quant au conflit chypriote, peu de perspectives s'offrent à son règlement, mais ses données fondamentales ont changé, non seulement du fait de l'intensification du grand jeu gazier en Méditerranée orientale, mais aussi parce que la partie turque (composée du gouvernement de la Turquie et de la République turque de Chypre du Nord – RTCN) campe sur des positions beaucoup plus rigides. Là encore, il faut bien voir que la Turquie est passée à l'offensive entre 2018 et 2020, en recourant à une politique de la canonnière<sup>18</sup> : usage de bateaux de guerre pour bloquer les prospections de Nicosie, lancement d'une flotte de navires de forage dans les eaux chypriotes, le tout s'accompagnant d'une rhétorique très nationaliste<sup>19</sup>, d'une querelle

16. Diego Cupolo, « [Turkey-Libya agreement shakes up eastern Mediterranean](#) », *Al Monitor*, 2 décembre 2019.

17. Aude Thomas, « Confrontation turco-émiratienne en Libye : le drone, nouvel atout stratégique », *Recherche et documents de la Fondation pour la recherche stratégique*, 12 juin 2021.

18. Jean Marcou, « La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques », *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 53-57.

19. Anthony Skinner, « Erdoğan unlikely to back down in Mediterranean despite oil and gas glut », *Washington Institute Policy Analysis*, 23 juin 2020.

très vive avec la France, en particulier avec son président<sup>20</sup>, et de la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée à Istanbul<sup>21</sup>. Parallèlement, depuis l'échec en 2017 du dernier round de pourparlers onusiens, qui s'était tenu à Crans-Montana en Suisse, sur la réunification de l'île d'Aphrodite, et qui a été très largement provoqué par la question du partage de la nouvelle manne énergétique entre Chypriotes grecs et turcs, des dirigeants très proches de l'AKP sont arrivés au pouvoir en RTCN. Après avoir été Premier ministre entre 2018 et 2020, Ersin Tatar a été élu, en octobre 2020, à la présidence de la République en l'emportant sur le président sortant laïque, Mustafa Akıncı<sup>22</sup>. Depuis, le nouvel exécutif chypriote turc prône une ligne intransigeante, estimant que seule peut être viable une solution à deux États, présentée désormais comme un préalable à l'ouverture de toutes nouvelles négociations. Cette position est totalement soutenue par Ankara. « Maintenant, nous avons besoin d'une solution à deux États. Les négociations doivent être lancées entre deux États égaux et souverains », déclarait le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, le 13 juin 2022, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue chypriote turc, Tahsin Ertuğruloğlu, qui lui faisait écho, en précisant : « Le processus de négociations qui a duré soixante ans et qui était appelé "pourparlers intercommunautaires" est mort à Crans-Montana en 2017. Depuis 2017, la page est tournée, il y a deux États égaux et souverains et deux États avec des droits internationaux égaux sur cette île<sup>23</sup>. »

20. « [Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan menace Emmanuel Macron : "Ne cherchez pas querelle à la Turquie"](#) », *Le Monde*, 12 septembre 2020.

21. Amberin Zaman, « [Istanbul Hagia Sophia holds first Friday prayers since reconversion to mosque](#) », *Al Monitor*, 24 juillet 2020.

22. Diego Cupolo, « [Turkey's backed president's election to reshape negotiations in North Cyprus](#) », *Al Monitor*, 19 octobre 2020.

23. « [Cyprus now needs two-state solution: Turkish FM](#) », *Hürriyet Daily News*, 13 juin 2022.

### LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE AU CŒUR DES TENTATIVES DE REDÉFINITION DES ÉQUILIBRES DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TURQUE

La Méditerranée orientale, du fait de la convoitise dont ses espaces sont l'objet et du fait de la conflictualité qui l'entoure, est un espace central d'observation des mutations en cours de la politique étrangère turque.

Les antagonismes observés dans le partage des espaces maritimes, liés le plus souvent à la question du partage des ressources énergétiques, entretiennent la conflictualité de la Turquie avec la Grèce et Chypre bien sûr, mais aussi avec l'Égypte qui, en août 2020, a délimité sa ZEE avec la Grèce, pour répondre à l'accord maritime turco-libyen de novembre 2019<sup>24</sup>. Un peu auparavant, en juin 2020, la Grèce avait aussi défini sa ZEE avec l'Italie. Bien que concernant essentiellement le partage des zones de pêche entre ces deux pays, en mer Ionienne<sup>25</sup>, cette initiative visait également à réagir à l'offensive turque en Méditerranée orientale découlant de l'accord maritime turco-libyen et des campagnes de prospection réalisées par les navires de forage turcs.

Cet antagonisme sur mer, dans le partage des espaces maritimes, s'est cristallisé par ailleurs dans les conflits en cours sur ou autour de cette zone maritime. En entrant aux côtés de la Russie et de l'Iran dans le processus d'Astana, la Turquie a marginalisé les Occidentaux dans le règlement du conflit syrien. La constitution dans le nord de la Syrie d'une région kurde a contribué à approfondir les différends entre la Turquie et ses alliés occidentaux dans la zone, notamment les États-Unis et la France qui ont apporté un soutien au gouvernement et aux milices kurdes du Rojava. La radicalisation de la position turque sur le règlement du conflit chypriote, à partir de l'automne 2020, a renforcé le

24. Louise Aurat, « [En Méditerranée, la Grèce et l'Égypte unies contre la Turquie](#) », *La Croix*, 28 août 2020 ; Mahmoud Mourad, « [Egypt and Greece sign agreement on exclusive economic zone](#) », Reuters, 6 août 2020.

25. Nur Asena Gülsoy, « [Athènes et Rome signent un accord de délimitation de la zone économique exclusive en mer Ionienne](#) », Anadolu Ajansı, 9 juin 2020.

soutien de Bruxelles à Nicosie qui auparavant avait été prudent et surtout porté par la France. En juillet 2021, lors d'un déplacement à Chypre, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a déclaré : « Je veux répéter que nous n'accepterons jamais une solution à deux États, nous sommes fermes et très unis là-dessus<sup>26</sup>. » L'année précédente, en juin 2020, l'intervention turque en Libye avait suscité une vive réaction de l'Égypte. Soutenu par ses alliés du Golfe (notamment les Émirats), Abdel Fattah al-Sissi avait menacé d'intervenir militairement dans le conflit si les troupes libyennes de Tripoli et l'armée turque poursuivaient leur contre-offensive victorieuse contre l'Armée nationale du général Haftar en prenant le contrôle de Syrte<sup>27</sup>. Les opérations militaires turques en Libye avaient aussi avivé l'antagonisme franco-turc, Paris ayant apporté son soutien au parlement de Tobrouk, en étant au même moment aux côtés de la Grèce et de Chypre pour s'opposer aux tentatives de prospection gazière de la Turquie. Le 10 juin 2020, la frégate française *Courbet*, qui tentait de contrôler un cargo turc suspecté de transporter des armes, avait même été « illuminée » par des navires de guerre turcs. En revanche, les États-Unis, soucieux de contrer la progression russe du fait de l'appui du groupe Wagner au général Haftar, ont apporté leur appui à Ankara en Libye<sup>28</sup>, avant de renouer, à la fin de l'année 2020, avec une position de plus en plus critique à l'égard de la Turquie dans le conflit qui l'oppose à la Grèce.

De toute évidence, cette posture très offensive en Méditerranée orientale en 2020 a contribué à isoler dangereusement la Turquie, même si elle lui a apporté des victoires tactiques temporaires. Alors même que l'économie turque s'enfonçait dans une crise économique sans précédent et que l'administration américaine changeait avec l'accession de Joe Biden à la Maison-Blanche,

26. « [We will never accept two states on Cyprus: Von der Leyen](#) », *The Guardian*, 8 juillet 2021.

27. Mustafa Salama, « [Sissi va-t-il entraîner l'Égypte dans la guerre en Libye ?](#) », *Middle East Eyes*, 26 juin 2020.

28. Serkan Demirtaş, « [US hails Turkish presence, role in Libya](#) », *Hürriyet Daily News*, 17 avril 2020.

l'année 2021 a été marquée par une désescalade et une tentative de stabilisation des équilibres stratégiques de la Méditerranée orientale. Au-delà d'un apaisement des tensions avec la France<sup>29</sup>, ce tournant s'est surtout traduit par une série d'initiatives turques visant à renouer avec l'Égypte et les pays du Golfe. À partir du printemps 2021, Ankara et Le Caire se sont employés à restaurer des relations diplomatiques au point mort depuis l'expulsion de l'ambassadeur turc d'Égypte en 2013<sup>30</sup>. Cette première ouverture s'est poursuivie par une reprise du dialogue de la Turquie, d'abord avec les Émirats<sup>31</sup>, puis avec l'Arabie saoudite<sup>32</sup>. À cela s'est ajouté le début remarqué d'une restauration des liens entre Israël et la Turquie<sup>33</sup>, que la rumeur a mis, là encore, en relation avec les difficultés économiques d'Ankara et ses espoirs de pouvoir enfin jouer un rôle majeur dans l'évacuation du gaz israélien vers l'Europe. Significativement, toutefois, malgré la venue du président israélien, Isaac Herzog, en Turquie, l'esquisse de ce rapprochement n'a pas immédiatement débouché sur un échange d'ambassadeurs. C'est en août 2022 que s'est officialisée la reprise complète des relations diplomatiques entre les

29. « [À Paris, le chef de la diplomatie turque joue la carte de l'apaisement](#) », France 24, 8 juin 2021.

30. Jean Marcou, « [Incertaine détente entre la Turquie et l'Égypte](#) », *Orient XXI*, 12 avril 2021.

31. Visite du prince Mohamed Ben Zayed en Turquie en novembre 2021 (Sasha Loizot, « [Amorce d'une détente entre la Turquie et les Émirats arabes unis](#) », *Le Monde*, 25 novembre 2021) et visite de Recep Tayyip Erdoğan aux Émirats en février 2022 (« [La Turquie et les Émirats arabes unis signent plusieurs accords de coopération](#) », France 24, 15 février 2022).

32. Visite de Recep Tayyip Erdoğan en Arabie saoudite, fin avril 2022 (Laura-Maï Gaveriaux, « [Erdoğan en Arabie saoudite pour enterrer dix ans de rivalités féroces](#) », *Les Échos*, 1<sup>er</sup> mai 2022), et visite du prince Mohammed Ben Salmane en Turquie, en juin 2022 (« [Saudi Crown Prince due in Ankara for ties with Türkiye: Erdoğan](#) », *Hürriyet Daily News*, 17 juin 2022).

33. Cela s'est traduit notamment par la visite du président Isaac Herzog en Turquie, en mars 2022 (Rina Bassist, « [Israeli President set for first official visit to Turkey in 15 years](#) », *Al Monitor*, 8 mars 2022), et celle du chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavuşoğlu, à Jérusalem, en mai 2022 (Louis Imbert et Marie Jégo, « [Entre Israël et la Turquie, une réconciliation à petits pas](#) », *Le Monde*, 26 mai 2022).

deux pays<sup>34</sup>. La Turquie a nommé un ambassadeur à Tel-Aviv en novembre de la même année<sup>35</sup> et l'ambassadeur d'Israël à Ankara a présenté ses lettres de créance au président Erdoğan le 27 décembre 2022<sup>36</sup>.

En tout état de cause, même si l'activisme diplomatique de la Turquie a été dense depuis 2021 en Méditerranée orientale et au Proche-Orient, et qu'il s'est illustré par un allègement des tensions qui avaient culminé en 2020, on observe que les efforts consentis n'ont pas débouché sur des résultats durables. Les antagonismes ont été atténués par les gestes de bonne volonté d'Ankara, qui espère également recueillir un bénéfice économique de cet assouplissement politique. Néanmoins les acquis tangibles de cette nouvelle posture diplomatique turque se font attendre, alors même que sur le fond, en Syrie, en Libye, à Chypre et sur mer, les positions n'ont guère évolué et que l'on assiste à une reprise des tensions entre la Turquie et la Grèce en mer Égée.

## EN GUISE DE CONCLUSION

Il reste à savoir si la guerre en Ukraine crée une situation nouvelle susceptible de faire évoluer la donne en Méditerranée orientale.

À bien des égards, l'arrivée d'une nouvelle administration américaine au pouvoir avait laissé espérer une amélioration des relations de la Turquie avec ses alliés occidentaux, ce que la condamnation turque de l'invasion de l'Ukraine par la Russie avait semblé confirmer dans un premier temps. Pourtant, cette réaction n'a pas conduit Ankara à appliquer les sanctions occidentales contre Moscou et l'a même vu prendre des positions de médiation de plus en plus ambiguës. En réalité, il semble bien

34. « [La Turquie rétablit totalement ses relations diplomatiques avec Israël tout en rappelant son soutien à la "cause palestinienne"](#) », *Le Monde*, 17 août 2022.

35. « [La Turquie nomme un ambassadeur en Israël après quatre ans de vacance](#) », *Le Monde*, 12 novembre 2022.

36. « [L'ambassadeur d'Israël présente ses lettres de créance à Erdoğan](#) », *L'Orient-Le Jour*, 27 décembre 2022.

que la crise ukrainienne ne remette pas en cause la stratégie du grand écart suivie depuis 2016 par la Turquie et consistant à rester membre de l'OTAN tout en entretenant une connivence durable avec la Russie, pour faire valoir des intérêts régionaux. En outre, cette crise a vu la Turquie relancer son différend avec ses alliés occidentaux en gênant l'entrée dans l'OTAN, de la Finlande et de la Suède, auxquelles elle reproche de donner asile à des organisations liées au PKK. Et pour rappeler l'importance que revêt la lutte contre le PKK et justifier ainsi leur rejet des candidatures finlandaise et suédoise, les dirigeants turcs annoncent de nouvelles incursions militaires contre les milices kurdes dans le nord de la Syrie, croisant en fait la géopolitique des équilibres globaux Est-Ouest avec des sujets de tensions au Proche-Orient et en Méditerranée orientale.

Cette posture turque décalée par rapport à l'engagement occidental résolu en faveur de l'Ukraine, voire les interventions d'Ankara pour encourager le dialogue entre les belligérants et prévenir une crise alimentaire mondiale en favorisant la reprise des exportations de céréales, rejoignent en fin de compte une opinion dominante au Moyen-Orient et en Afrique, qui considère que ce conflit n'est pas celui des pays du Sud. Cette convergence peut effectivement créer des opportunités nouvelles pour la Turquie au Moyen-Orient, et elle renforcera certainement le capital de sympathie dont elle jouit en Afrique. Il n'est toutefois pas certain qu'elle l'aide à surmonter les conflits tenaces qui l'opposent à ses voisins en Méditerranée orientale et au Proche-Orient.

## LES AUTEURS

**Bayram Balci** est titulaire d'un doctorat et d'une HDR en science politique. Il est aussi chercheur au CERI/Sciences Po à Paris. Ses recherches portent sur les mutations du politique et du religieux dans le monde turc, en Turquie, dans le Caucase et en Asie centrale. Ancien directeur de l'Institut français d'étude sur l'Asie centrale (IFEAC) à Tachkent, il a été chercheur invité à la Carnegie Endowment for International Peace à Washington DC. Entre 2017 et 2022, il a dirigé à Istanbul l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA). Parmi ses publications récentes : *Turkey, Russia and Iran in the Middle East: Establishing a New Regional Order ?* (avec Nicolas Monceau, Palgrave, 2020) ; *Islam in Central Asia and the Caucasus since the Fall of the Soviet Union* (Hurst, 2019).

**Emmanuel Dreyfus** est docteur en science politique et chercheur associé à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Ses recherches portent sur les forces armées russes ainsi que sur la politique étrangère et de défense de Moscou. Il a également été Georges F. Kennan Fellow au Kennan Institute du Wilson Center (2019), Visiting Fellow à l'Institute for European, Russian and Eurasian Studies de l'Elliott School of International Affairs, George Washington University (2018-2020), Washington DC. Il a auparavant travaillé pendant plusieurs années en France et à l'étranger, pour les secteurs public et privé sur les questions de défense et de sécurité en Russie et en Eurasie.

**Marie Jégo** est journaliste au service international du *Monde*. Elle a été correspondante du quotidien en Russie (2005-2014) puis en Turquie (2014-2022).

**Sümbül Kaya** est docteure en science politique (Université Panthéon-Sorbonne-Paris I/CESSP). Elle a soutenu en novembre 2013 à l'université de Paris 1 une thèse intitulée « La production militaire du citoyen. Sociologie politique de la conscription en

Turquie » sous la direction de Gilles Dorronsoro. Elle est actuellement chercheuse à l'IRSEM et enseigne à l'université de Paris 1. Elle travaille sur les conflits armés, la violence, sur les relations civiles et militaires ainsi que sur les opérations militaires.

**Jean Marcou** est actuellement professeur des Universités à Sciences Po Grenoble (Université Grenoble Alpes – France) après avoir été détaché au ministère des Affaires étrangères pour exercer différents postes (Université de Marmara-Istanbul, Université du Caire et Institut français d'études anatoliennes IFEA-Istanbul dont il est toujours chercheur associé). Il est actuellement directeur des relations internationales de l'IEP de Grenoble et dirige, à Sciences Po Grenoble également, le Master « Intégration et mutations en Méditerranée et au Moyen-Orient » (MMO). Ses principaux champs d'enseignement et de recherche concernent les évolutions politiques turque et égyptienne (Constitutions, élections et partis politiques...), les transitions politiques dans le sud de l'Europe (en Espagne, au Portugal et en Grèce), et l'évolution des équilibres politiques au Moyen-Orient (vue notamment au travers des politiques étrangères française, turque et égyptienne).

**Jean-François Pérouse** est agrégé de l'Université MDC-HDR (Université Toulouse Jean-Jaurès), diplômé de l'Institut national des langues orientales et ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA/Istanbul). Il est notamment l'auteur de *La Turquie en marche* (La Martinière, 2004) et de *Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (François Bourin, 2016).

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages et articles académiques

- ARRAS Bülent, « Turkey's policy in the former Soviet South: Assets and options », *Turkish Studies*, 1 (1), 2000, p. 36-58.
- AYDIN Mustafa, « Turkish policy toward the Caucasus », *Connections*, 1 (3), septembre 2002, p. 39-48.
- BALCI Bayram, « Les nouvelles relations entre la Russie et la Turquie », *Les Études*, septembre 2022, p. 7-18.
- BERTRAND Gilles, *Le conflit helléno-turc*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2004.
- CORNELL Svante E., « Turkey and the conflict in Nagorno Karabakh: A delicate balance », *Middle Eastern Studies*, 34 (1), janvier 1998, p. 51-72.
- DELANOË Igor, « The Kurds, a channel of Russian influence in the Middle East », IFRI, Franco-Turkish paper 14, juin 2015.
- DEVIRIM Deniz, SCHULZ Evelina, « The Caucasus: Which role for Turkey in the European neighborhood? », *Insight Turkey*, 11 (3), 2009, p. 177-193.
- DORRONSORO Gilles, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », *Mouvements*, 90 (2), 2017, p. 11-18.
- DREYFUS Emmanuel, ZIMA Amélie, « Dix ans après son lancement, quel partenariat oriental ? », *Cahiers Thucydide*, 22, décembre 2018.
- ESKEROY Ali (dir.), *Contemporary Turkey's Russia relations, from Crisis to Cooperation*, Lexington Books, 2018.
- GRAHAM Norman A., KOCALOĞLU Timur, LINDAHL Folke, *Making Russia and Turkey Great Again?: Putin and Erdogan in Search of Lost Empires and Autocratic Power*, Lexington Books, 2021.
- GÜNGÖR Uğur, « United Nations peace operations and the motivations that lie at the root of Turkey's involvement », Center for Strategic Research (SAM), 2015.
- JABBOUR Jana, *La Turquie, L'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Éditions, 2017.
- KUBICEK Paul, « Strictly Pragmatism?: Prospects for a Russian-Turkish Partnership », *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 23 (2), 2021, p. 233-250.
- KURBAN Vefa, *Russia's Turkey Policy during the Putin Era*, Cambridge Scholars Publishing, 2020.
- MARCOU Jean, « Le modèle turc controversé de l'AKP », *Moyen-Orient*, 13, janvier-mars 2012, p. 38-43.
- MARCOU Jean, « La Turquie en Méditerranée orientale : des revendications énergétiques aux ambitions stratégiques », *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 53-57.

- OLLIER Johanna, « Les frontières maritimes au cœur de la compétition en mer Égée et au Levant », *Diplomatie*, 105, septembre-octobre 2020, p. 50-52.
- ÖZBAY Fatih, « The relations between Turkey and Russia in the 2000s », *Perceptions*, 16 (3), 2011, p. 69-92.
- PAPASTAMKOU Sofia, « La rivalité après l’alliance. À la source de la friction gréco-turque dans l’après-guerre (1947-1955) », *Hypothèses*, 9 (1), 2006, p. 283-290.
- SKINNER Anthony, « Erdoğan unlikely to back down in Mediterranean despite oil and gas glut », Washington Institute Policy Analysis, 23 juin 2020.
- ŞİMŞEK Nevzat, ŞİMŞEK Hayal Ayca, ZHANALTAY Zhengizkhan, « Analysis of bilateral trade relations between Turkey and Russia Federation », *Bilig*, 89, automne 2017, p. 1-26.
- THOMAS Aude, « Confrontation turco-émiratienne en Libye : le drone, nouvel atout stratégique », *Recherche et documents de la Fondation pour la recherche stratégique*, 12, juin 2021.
- « Grand jeu gazier en Méditerranée orientale », dossier dirigé par Jean Marcou, *Diplomatie* 105, septembre-octobre 2020, p. 40-71.

#### Articles de journaux

- AKMAN Beril, « [Turkish Foreign Reserves Jump After Russian Money Transfer](#) », *Bloomberg*, 5 août 2022.
- AURAT Louise, « [En Méditerranée, la Grèce et l’Égypte unies contre la Turquie](#) », *La Croix*, 28 août 2020.
- BASSIST Rina, « [Israeli President set for first official visit to Turkey in 15 years](#) », *Al Monitor*, 8 mars 2022.
- BIEGALA Éric, « [Entre Grèce et Turquie, la diplomatie du tremblement de terre](#) », *Le Temps*, 6 avril 2001.
- BOUDREAUX Richard, ZAMAN Amberin, « Turkey rejects US troops deployment », *Los Angeles Times*, 3 mars 2003, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2003-mar-02-fg-iraq2-story.html> [consulté en mai 2023].
- CUPOLO Diego, « [Turkey-Libya agreement shakes up eastern Mediterranean](#) », *Al Monitor*, 2 décembre 2019.
- CUPOLO Diego, « [Turkey’s backed president’s election to reshape negotiations in North Cyprus](#) », *Al Monitor*, 19 octobre 2020.
- DEMIRTAŞ Serkan, « [US hails Turkish presence, role in Libya](#) », *Hürriyet Daily News*, 17 avril 2020.
- FORSYTHE Michael, GALL Carlotta, İNCE Elif, « [Russian Superyachts Find Safe Haven in Turkey, Raising Concerns in Washington](#) », *The New York Times*, 23 octobre 2022.
- GAVERIAUX Laura-Mai, « [Erdoğan en Arabie saoudite pour enterrer dix ans de rivalités féroces](#) », *Les Échos*, 1<sup>er</sup> mai 2022.

- GÜLSOY Nur Asena, « [Athènes et Rome signent un accord de délimitation de la zone économique exclusive en mer Ionienne](#) », *Anadolu Ajansı*, 9 juin 2020.
- IMBERT Louis et JÉGO Marie, « [Entre Israël et la Turquie, une réconciliation à petits pas](#) », *Le Monde*, 26 mai 2022.
- KARA Kübra, « [Erdoğan soutient l’intégrité territoriale de l’Ukraine, la Crimée comprise](#) », *Anadolu Ajansı*, 3 février 2022.
- LOIZOT Sasha, « [Amorce d’une détente entre la Turquie et les Émirats arabes unis](#) », *Le Monde*, 25 novembre 2021.
- MICHAELSON Ruth, « [‘The world is waiting for good news’: Russia-Ukraine peace talks press on in Turkey](#) », *The Guardian*, 29 mars 2022.
- MALSAIN Jared, « [Russia and Turkey’s Deepening Ties Prompt Concern in West Over Sanctions Compliance](#) », *The Wall Street Journal*, 23 août 2022.
- MOURAD Mahmoud, « [Egypt and Greece sign agreement on exclusive economic zone](#) », *Reuters*, 6 août 2020.
- SOYLU Ragıp, « [Turkey revises its foreign policy to gain more friends](#) », *Daily Sabah*, 23 juin 2016.
- VERDIER Marie, « [Kastellorizo, l’île de toutes les convoitises](#) », *La Croix*, 1<sup>er</sup> septembre 2020.
- ZAMAN Amberin, « [Istanbul Hagia Sophia holds first Friday prayers since reconversion to mosque](#) », *Al Monitor*, 24 juillet 2020.
- « [Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, menace Emmanuel Macron : “Ne cherchez pas querelle à la Turquie”](#) », *Le Monde*, 12 septembre 2020.
- « Les événements de Kobanê (6-8 novembre 2014). Comment ont-ils commencé et que s’est-il passé après ? », *BBC News Türkçe* [en turc], 25 septembre 2020, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-54292879>.
- « [À Paris, le chef de la diplomatie turque joue la carte de l’apaisement](#) », *France 24*, 8 juin 2021.
- « [EU will never accept two states on Cyprus: Von der Leyen](#) », *The Guardian*, 8 juillet 2021.
- « [La Turquie et les Émirats arabes unis signent plusieurs accords de coopération](#) », *France 24*, 15 février 2022.
- « [Turkey to act accordingly to Montreux: FM](#) », *Hürriyet Daily News*, 27 février 2022.
- « Le nombre de citoyens turcs rapatriés d’Ukraine atteint presque les 14 000 » [en turc], *TRT Haber*, 12 mars 2022, <https://www.trthaber.com/haber/gundem/ukraynadan-tahliye-edilen-turk-vatandaslarinin-sayisi-14-bine-yaklasti-662975.html>.
- « Les Ukrainiens reviennent à Laleli » [en turc], *Dünya*, 20 mai 2022, <https://www.dunya.com/sectorler/ukraynalilar-laleliye-dondu-haberi-658364>.
- « [Cyprus now needs two-state solution: Turkish FM](#) », *Hürriyet Daily News*, 13 juin 2022.

- « [Greece pushes back more than 41,000 migrants since 2020: Report](#) », *Hürriyet Daily News*, 15 juin 2022.
- « [Saudi Crown Prince due in Ankara for ties with Türkiye: Erdoğan](#) », *Hürriyet Daily News*, 17 juin 2022.
- « Le succès des drones Bayraktar TB2 en Ukraine : alors que les tirs russes l'avaient troué, il est rentré à la base » [en turc], *Yeni Şafak*, 8 juillet 2022, <https://www.yenisafak.com/ekonomi/ukrayna-da-bayraktar-tb2nin-basarisi-rus-atesinde-delik-desik-olmasina-ragmen-usse-geri-dondu-3838129>.
- « Décision de la Turquie et de la Russie concernant le gaz naturel : les paiements se feront en partie en rouble » [en turc], *GazeteDüvar*, 5 août 2022, <https://www.gazeteduvar.com.tr/turkiye-ve-rusyadan-dogal-gaz-karari-kismen-rubleyle-odeme-yapilacak-haber-1576295>.
- « [La Turquie rétablit totalement ses relations diplomatiques avec Israël tout en rappelant son soutien à la "cause palestinienne"](#) », *Le Monde*, 17 août 2022,
- « [La Turquie nomme un ambassadeur en Israël après quatre ans de vacance](#) », *Le Monde*, 12 novembre 2022.
- « [L'ambassadeur d'Israël présente ses lettres de créance à Erdoğan](#) », *L'Orient-Le Jour*, 27 décembre 2022.

#### Netographie

- AKMENEK Yalın, GÖKÇE Serez, KACAR Ayşe Dilara, « Turkish customs blocking certain goods to Russia », A Blog by Baker McKenzie, 15 mars 2023, <https://sanctionsnews.bakermckenzie.com/turkish-customs-blocking-certain-goods-to-russia/>.
- AYDINGÜN Ayşegül, TUNCEL Turgut Kerem, « Turkish-ukrainian relations Throughout history: Continuities and strategic requirements », 25 Years of Turkey-Ukraine Diplomatic Relations: Regional Developments and Prospects for Enhanced Cooperation, AVIM Conference, 2008, [file:///C:/Users/80569/Downloads/TURKISH-UKRAINIAN\\_RELATIONS\\_THROUGHOUT\\_H.pdf](file:///C:/Users/80569/Downloads/TURKISH-UKRAINIAN_RELATIONS_THROUGHOUT_H.pdf).
- COŞKUN Bezen, « Turkey's Relations with Russia after the Failed Coup: A Friend in Need of a Friend Indeed? », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, mars 2019, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkeys-relations-with-russia-after-the-failed-coup-a-friend-in-need-of-a-friend-indeed>.
- DANIEL Rémi, LINDENSTRAUSS Gallia, « Walking a Fine Line: Turkey's Mediation between Russia and Ukraine, and Relations with the West », *Institute for National Security Studies (INSS)*, 7 avril 2022, <https://www.inss.org.il/publication/turkey-russia-ukraine/>.
- International Crisis Group, « Who are the Winners in the Black Sea Grain Deal? », ICG, 3 août 2022, <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/eastern-europe/ukraine/who-are-winners-black-sea-grain-deal>.

- İLDEM Tacan, « A balancing act: Turkey's misunderstood position on Ukraine », *European Leadership Network*, 9 novembre 2022, <https://www.europeanleadershipnetwork.org/commentary/a-balancing-act-turkeys-misunderstood-position-on-ukraine/>.
- KARACA Hazal Sena, UZUNOĞLU Sarphane, « Échos dans la presse de Turquie de la guerre Ukraine/Russie » [en turc], *NewsLab Turkey*, <https://www.newslabturkey.org/toplumsal-hafiza-ve-medya-ukrayna-rusya-savasinin-turkiyedeki-medyaya-yansimalari/>.
- KARDAŞ Şaban, « The War in Ukraine and Turkey's Cautious Counter-Balancing Against Russia », *GMF*, 3 mars 2022, <https://www.gmfus.org/news/war-ukraine-and-turkeys-cautious-counter-balancing-against-russia>.
- KAYMAZ Timur, KORU Selim, « Turkey: perspectives on Eurasian integration », *ECFR*, juin 2016, [https://ecfr.eu/article/essay\\_turkey\\_perspectives\\_on\\_eurasian\\_integration/](https://ecfr.eu/article/essay_turkey_perspectives_on_eurasian_integration/).
- KUSA Ilya, « From Ally to Mediator: How Russia's Invasion Has Changed Ukraine-Turkey Relations », *Carnegie Endowment for International Peace*, 7 octobre 2022, <https://carnegieendowment.org/politika/88097>.
- MARCOU Jean, « La guerre en Géorgie repose la question du statut des détroits », *Blog de l'OVIPOT*, 25 août 2008, <https://ovipot.hypotheses.org/605>.
- MARCOU Jean, « La Turquie et la crise ukrainienne », *Blog de Sciences Po Grenoble*, 7 mars 2022, <http://blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/2022/03/07/la-turquie-et-la-crise-ukrainienne/>.
- MARCOU Jean, « L'objection turque à l'entrée dans l'OTAN de la Finlande et de la Suède », *Blog de Sciences Po Grenoble*, 16 mai 2022, <http://blog.sciencespo-grenoble.fr/index.php/2022/05/16/lobjection-turque-a-lentree-dans-lotan-de-la-finlande-et-de-la-suede/>.
- MARCOU Jean, « Incertaine détente entre la Turquie et l'Égypte », *Orient XXI*, 12 avril 2021, <https://orientxxi.info/magazine/incertaine-dete-entre-la-turquie-et-l-egypte4645>.
- PTAK Guillaume, « [What Is Driving Turkey's Increasing Military Cooperation With Ukraine?](#) », *The Defense Post*, 25 janvier 2022.
- SALAMA Mustafa, « Sissi va-t-il entraîner l'Égypte dans la guerre en Libye ? », *Middle East Eye*, 26 juin 2020, <https://www.middleeasteye.net/node/176341>.
- THOMAS Clayton, ZANOTTI Jim, « Russia's Invasion of Ukraine: Turkey's Response and Black Sea Access Issues », *Congressional Research Service*, mars 2022, <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IN/IN11885>.
- ZARAKOL Ayşe, « Turkey, Russia, and the Arab Spring », *PONARS Eurasia Policy Memo*, 207, juin 2012, <https://www.ponarseurasia.org/wp-content/uploads/attachments/pepm207.pdf>.

- « 5,000 Russians bought Turkish citizenship since invasion of Ukraine », Middle East Monitor, 12 août 2022, <https://www.middleeastmonitor.com/20220812-5000-russians-bought-turkish-citizenship-since-invasion-of-ukraine/>.
- « Joint Statement by the Foreign Ministers of the Islamic Republic of Iran, the Russian Federation and the Republic of Turkey on agreed steps to revitalize the political process to end the Syrian conflict », 20 décembre 2016, Moscou, Ministère turc des Affaires étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/joint-statement-by-the-foreign-ministers-of-the-islamic-republic-of-iran-the-russian-federation-and-the-republic-of-turkey-on-agreed-steps-to-revitalize-the-political-process-to-end-the-syrian-conflict-20-december-2016-moscow.en.mfa>.
- « NATO chief says expects Turkey to calm Karabakh conflict », Euractiv, 5 octobre 2020, <https://www.euractiv.com/section/azerbaijan/news/nato-chief-says-expects-turkey-to-calm-karabakh-conflict/>.
- « Relations between Türkiye and the Russian Federation », site du ministère turc des Affaires étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkey-and-the-russian-federation.en.mfa>.
- « Russia and Turkey open monitoring centre for Nagorno-Karabakh », Reuters, 30 janvier 2021, <https://www.reuters.com/article/uk-armenia-azerbaijan-monitoring-centre-idUSKBN29Z0FL> [consulté en mai 2023].
- « Russia, Turkey agree ceasefire deal for Syria's Idlib », Reuters, 5 mars 2020, <https://www.reuters.com/article/us-syria-security-idUSKBN20S161> [consulté en mai 2023].
- « Türkiye's international security initiatives and contributions to NATO and EU Operations », site du ministère turc des Affaires étrangères, [https://www.mfa.gov.tr/iv-european-security-and-defence-identity-policy-esdi\\_p.en.mfa](https://www.mfa.gov.tr/iv-european-security-and-defence-identity-policy-esdi_p.en.mfa) [consulté en mai 2023].
- « Turkey, Russia call for ceasefire in Libya on Jan 12 », Reuters, 8 janvier 2020, <https://www.reuters.com/article/us-libya-security-turkey-russia-idUSKBN1Z7255> [consulté en mai 2023].
- « Turkey-Russia jet downing: Moscow announces sanctions », BBC, 28 novembre 2015, <https://www.bbc.com/news/world-europe-34954575> [consulté en mai 2023].
- « Ukrayna-Rusya Savaşında Türkiye Ne Yapmalı? », Aksoy Araştırma, <https://www.aksoyaraştırma.com/tr/ukrayna-rusya-savasinda-turkiye-ne-yapmalı/>.
- « Voennaâ policiâ Rossii provela patrulirovanie sirijsko-tureckoj granicy » [La police militaire russe commence à patrouiller le long de la frontière turco-syrienne], *Izvestîa*, 28 octobre 2019, <https://iz.ru/937266/2019-10-28/voennaia-politciia-rossii-provela-patrulirovanie-sirijsko-turetckoi-granitcy> [consulté en mai 2023].

# LA GUERRE EN UKRAINE

## UN NOUVEAU CONTEXTE STRATÉGIQUE POUR LA TURQUIE ?

Dr Sümbül Kaya (dir.)

La guerre en Ukraine a opéré un grand changement dans l'environnement géopolitique de la Turquie : elle lui a permis de sortir de son isolement et lui a donné l'opportunité de réaffirmer sa position non seulement sur la scène internationale mais aussi au niveau régional. Son rôle de médiateur dans la crise ukrainienne et sa diplomatie hyperactive ont marqué son retour dans le débat transatlantique. Cependant, ce renouveau n'a pas suffi à atténuer toutes les tensions qu'elle avait suscitées au sein de l'OTAN.

Cette étude a pour objet de questionner le positionnement de la Turquie durant la crise internationale provoquée par le conflit et d'étudier la recomposition de sa politique étrangère. Les contributions réunies ici ont également pour but d'éclairer la façon dont la crise internationale est aussi exploitée au profit de ses propres intérêts par le pouvoir en place.

ÉTUDE – n° 112